VILLE DE
Ploufragan

DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE POUR 2020

CONSEIL MUNICIPAL

du mardi 12 novembre 2019

Table des matières

DEBAT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2020 1

LA FRANCE DANS L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL ..... 2 à 4

1. La croissance mondiale en 2020 .....
2. La zone Euro .....
3. L'économie française .....
4. L'économie locale .....

LES GRANDES ORIENTATIONS FINANCIERES POUR 2020 ..... 5 à 7

1. Un environnement en mouvement .....
2. La fiscalité .....

LES ELEMENTS DE PROSPECTIVE BUDGETAIRE ..... 8 à 25

1. Les principales recettes de fonctionnement .....
2. Les principales dépenses de fonctionnement .....
3. L'investissement .....

LA POLITIQUE RESSOURCES HUMAINES ..... 26 à 29

1. Les dépenses de personnel et leur évolution .....
2. La structure de l'effectif .....
3. Le temps de travail .....
4. Les orientations pour 2020 .....

LA GESTION DE LA DETTE ..... 30 à 31

1. La gestion de la dette .....

LES GRANDS EQUILIBRES FINANCIERS ..... 32 à 34

1. L'épargne disponible .....
2. Le financement du PPI .....
3. L'équilibre financier à horizon 2020 .....
4. La capacité de désendettement .....

ANNEXES ..... *35 à 38*

Depuis la loi « Administration Territoriale de la République » (ATR) du 6 février 1992, la tenue d'un débat d'orientations budgétaires (DOB) s'impose aux communes et plus généralement aux collectivités dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget primitif. Première étape du cycle budgétaire annuel des collectivités locales, le DOB est un document essentiel qui permet de rendre compte de la gestion de la ville (analyse rétrospective).

L'article 107 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi « NOTRe », publiée au journal officiel du 8 août 2015 a voulu accentuer l'information des conseillers municipaux.

Aussi, dorénavant, le DOB s'effectue sur la base d'un rapport élaboré par le maire sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés, l'évolution des taux de fiscalité locale ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. L'information est même renforcée dans les communes de plus de 10 000 habitants puisque le rapport d'orientations budgétaires (ROB) doit, en outre, comporter une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses de personnel(analyse prospective) (des effectifs des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail....) Le ROB n'est pas qu'un document interne : il doit être transmis au préfet de département et au président de l'EPCI dont la commune est membre mais aussi être mis à la disposition du public à l'hôtel de ville. Le public est avisé de la mise à disposition de ces documents par tout moyen. Il est à noter que désormais, le débat ne devra pas seulement avoir lieu, il devra en outre être pris acte de ce débat par une délibération spécifique.

Ce débat doit en effet permettre au conseil municipal de discuter des orientations budgétaires qui préfigurent les priorités qui seront affichées dans le budget primitif voire au-delà pour certains programmes lourds. Mais ce doit être aussi l'occasion d'informer les conseillers municipaux sur l'évolution financière de la collectivité en tenant compte des projets communaux et des évolutions conjoncturelles et structurelles qui influent sur nos capacités de financement.

LA FRANCE DANS L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

Grandes tendances

1. La croissance mondiale en 2020 ((source la Banque postale – octobre 2019)

- **L'environnement économique international se caractérise aujourd'hui par de multiples risques qui rendent très aléatoire l'exercice de prévision**. Nous supposons ici que les **tensions commerciales entre les Etats-Unis et la Chine ne s'envenimeraient pas**, voire qu'elles pourraient s'atténuer sous la forme d'un accord a minima. Toutefois, pour une part, ces différends relèvent d'une problématique de long terme qui plaide pour l'instauration d'un nouveau rapport de force entre les deux superpuissances. Par ailleurs, **nous faisons aussi l'hypothèse que le Royaume-Uni et l'Union européenne sauront éviter un Brexit « dur »**. Cela pourrait prendre la forme d'un nouveau report de la date de sortie du Royaume-Uni ou encore d'élections générales anticipées Outre-Manche. Naturellement, qu'il s'agisse des tensions commerciales ou du Brexit la probabilité de scénarios alternatifs est forte. Mais à ce stade, ils sont plutôt évoqués sous la forme de risques à la fin de ce cahier de prévision.
- **Depuis un an la croissance mondiale a changé de régime, ce qui s'est traduit par l'effondrement du commerce mondial**. Alors qu'elle évoluait encore entre 4 % et 4,5 % en rythme annualisé au printemps 2018, elle est depuis revenue légèrement sous sa tendance de long terme (autour de 3,5 % l'an). D'ici **la fin de l'année 2019, l'activité continuerait de ralentir** sans pour autant décrocher grâce notamment au soutien des politiques monétaires. **Au-delà, la croissance mondiale se stabiliserait autour de 3 % en rythme annualisé.**
- **Les banques centrales se sont montrées particulièrement sensibles aux signes de détérioration de l'environnement économique. La Fed et la BCE**, mais aussi d'autres grandes banques centrales (comme au Brésil et en Inde), ont ainsi amorcé un revirement par rapport à ce qui avait été observé en 2018, en assouplissant leur politique monétaire. **Cela aurait pour conséquence de maintenir les taux des emprunts d'Etat à un niveau toujours très bas.**
- **Une croissance mondiale moins vigoureuse devrait contenir la hausse de la demande de pétrole en 2019 et 2020. La production américaine resterait soutenue** mais la baisse des productions iranienne et vénézuélienne ainsi que **la prolongation de l'accord de réduction des quotas** entre l'Opep et dix pays, dont la Russie, **pèseraient sur l'offre**. La volatilité du cours du baril resterait alimentée par les tensions géopolitiques entre les Etats-Unis et l'Iran. **Le cours du baril de Brent s'établirait à 65$ fin 2019. En 2020, il devrait rester stable sur un an, pris en étau entre facteurs haussiers et baissiers.**
- **Aux Etats-Unis, la croissance du PIB a perdu de la vigueur au printemps après un début d'année plutôt dynamique. La persistance du conflit commercial avec la Chine entretient un climat d'incertitude marqué.** Cela s'est traduit ces derniers mois par **un fléchissement sensible de l'activité dans le secteur manufacturier** (cycle électronique, Boeing) et, pour l'instant, à un degré moindre dans les services. Si on ajoute à cela la **dissipation des soutiens budgétaires, l'économie américaine devrait poursuivre sa décélération d'ici la fin de l'année 2020.**

- **Au Japon, la croissance du PIB a été plus forte qu'attendu au premier semestre 2019.** Pour les trimestres à venir, **le profil de la croissance du PIB sera heurté** du fait de la hausse de la taxe à la consommation au 1er octobre. La consommation privée se replierait en fin d'année et ne progresserait ensuite que de manière modérée. L'investissement des entreprises bénéficierait d'incitations fiscales et de conditions d'emprunt favorables. L'environnement mondial deviendrait progressivement plus favorable au secteur exportateur. Enfin, la

politique monétaire de la Banque du Japon demeurerait très accommodante car l'inflation sous-jacente resterait à un niveau bas. **La croissance du PIB s'établirait à 1,1 % en 2019 et 0,5 % en 2020.**

- **En Chine, le ralentissement observé concerne l'ensemble de la demande interne**, aussi bien les ménages que les entreprises, affectée notamment par les retombées des tensions commerciales avec les Etats-Unis. La Banque centrale chinoise a annoncé **des mesures de politique monétaire** destinées à soutenir l'activité. La poursuite du freinage de l'économie chinoise devrait inciter les autorités à déployer des **mesures budgétaires de soutien supplémentaire.** Celles-ci dynamiseraient l'investissement des entreprises et la consommation des ménages. Les échanges extérieurs apporteraient en 2019 et 2020 un moindre soutien à l'activité, en lien avec les retombées des tensions commerciales et l'essoufflement de la croissance mondiale. **Sous l'hypothèse d'une amélioration des relations commerciales sino-américaines, la croissance du PIB s'établirait à 6,2 % en 2019 et 5,9 % en 2020.**

2. La zone Euro

- Après avoir été soutenue au 1er trimestre par des facteurs ponctuels, la croissance du PIB de la zone euro s'est nettement affaiblie au 2ème trimestre. **Les enquêtes de conjoncture suggèrent qu'elle est restée faible au 3ème trimestre**, en partie du fait d'un impressionnant trou d'air de l'industrie allemande. En 2020, elle se maintiendrait autour de 1 % l'an. Grâce aux effets des soutiens budgétaires, l'économie française connaîtrait une croissance légèrement supérieure à 1 % l'an. **Ce scénario reste toutefois conditionné au fait que le Royaume-Uni saura éviter un Brexit « dur ».**

3. L'économie française

- **Taux de chômage** : 8,8 % en 2018, 8,2 % en 2019, 7,7 % en 2020
- **Taux d'épargne des ménages** (% du revenu après impôts) : 14,2 % en 2018, 14,9 % en 2019, 15,0 % en 2020
- **Déficit public** (% du PIB) : -2,5 % en 2018, -3,2 % en 2019, -2,4 % en 2020
- **Inflation** : 1,9 % en 2018, 1,2 % en 2019, 1,3 % en 2020

Indicateurs clés de la région Bretagne

Indicateurs clés de la région Bretagne

Indicateurs clés régionaux	Date de mise à jour	Type et date de valeur	Valeur	Tendance/période précédente (1)	
				Régionale	Nationale
Emploi et marché du travail					
Emploi salarié total (en milliers)**	30/09/2019	CVS - 2e trim. 2019	1 231.0	↗	↗
Emplois salarié privé (en milliers)**	30/09/2019	CVS - 2e trim. 2019	934.0	↗	↗
Emplois intérimaires (en milliers)	30/09/2019	CVS - 2e trim. 2019	44,1	↘	↘
Taux de chômage (en %) **	30/09/2019	CVS - 2e trim. 2019	7,0	↘	↘
Demandeurs d'emploi (A, B, C) *	26/07/2019	CVS - 2e trim. 2019	265 130	↘	→
Entreprises					
Créations d'entreprises*	12/07/2019	CVS - 2e trim. 2019	6 506	↗	↗
Défaillances d'entreprises *	25/09/2019	brute - cumul annuel au 2e trim. 2019	2 081	↘	↘
Construction neuve					
Logements autorisés**	27/09/2019	brute - cumul annuel de juin 2019	23 900	↘	→
Logements commencés**	27/09/2019	brute - cumul annuel de juin 2019	23 900	↘	→
Locaux autorisés (en milliers de m²) *	27/09/2019	brute - cumul annuel de juin 2019	2 902	↗	↗
Locaux commencés (en milliers de m²)*	27/09/2019	brute - cumul annuel de juin 2019	2050	↗	↗
Tourisme					
Hôtellerie (en milliers de nuitées) *	13/09/2019	brute – juil. 2019	933	↗	↗
Hôtellerie de plein air (camping) (en milliers de nuitées) ***	12/11/2018	brute - sept 2018	878	↗	↗

Note : la plupart des données sont susceptibles d'être révisées d'un mois (ou trimestre) à l'autre.
Pour la comparaison nationale : * France entière ; **France hors Mayotte ; *** France Métropolitaine.
(1) : la tendance par rapport à la période précédente est la comparaison par rapport au trimestre précédent sauf :
- défaillances d'entreprises et constructions neuves : glissement du cumul annuel sur un trimestre ;
- hôtellerie : évolution par rapport au même mois de l'année précédente
-Hôtellerie de plein air : évolution de la saison par rapport à la saison précédente

Source INSEE

LES GRANDES ORIENTATIONS FINANCIERES POUR 2020

1. Un environnement en mouvement

➢ Dégrèvement de la taxe d'habitation

Pour 2020 :
La taxe d'habitation est supprimée pour 80% des foyers (pour les 20% restants, la suppression se déploiera jusqu'en 2023).
La part départementale de la taxe foncière sur les propriétés bâties est transférée aux communes dès le 1er janvier 2021, et l'Etat compensera aux communes la différence entre la recette de la taxe d'habitation supprimée et la ressource de taxe foncière départementale transférée au moyen d'un coefficient correcteur. Une opération qui pèsera 1 Md€ à l'Etat, soit le coût entre les produits TH (15.2 Md€) et le montant de la taxe foncière départementale (14,2 Md€).
A chaque projet de loi de finances son lot de surprises. Celui de 2020 n'échappe pas à la règle en incluant une réforme de la fiscalité locale.

➢ Contractualisation « Etat –Collectivités »

La Mission pour préparer le pacte Etat-collectivités locales est lancée. Elle a pour but de « proposer aux collectivités locales d'élaborer un pacte financier pour définir les engagements réciproques de chacun des partenaires sur a mandature ».
Pour cela elle devra proposer des évolutions sur les dossiers prioritaires :
-La maitrise des dépenses locales (les 13 milliards d'économie)
-la refonte en profondeur de la fiscalité locale, dont le dégrèvement de taxe d'habitation n'est que la première étape
- le financement et la gestion des allocations individuelles de solidarité.
- le soutien de l'Etat à l'investissement public local notamment via le plan d'investissement
- le renforcement de la péréquation
- la limitation des normes
- la modernisation de la fonction publique territoriale.

La ville de Ploufragan n'est pas concernée par ce contrat avec l'Etat. Cependant l'Etat dans sa loi de programmation 2018/2022 demande aux collectivités dont les communes de respecter une évolution des dépenses réelles de fonctionnement de 1.2% par an de 2018 à 2022.

➢ Intercommunalité :

un nouveau pacte
Au 1/1/2017 passage d'une agglomération de 13 à 32 communes. Ce changement de périmètre a induit des changements au niveau fiscalité, pacte financier.
Les taux des impôts ménages de la ville de Ploufragan ont été modifiés en 2017 à la baisse et cette perte de fiscalité a été compensée au niveau de l'allocation compensatrice de SBAA au regard des bases de 2016.
Le Fonds Communautaire de Fonctionnement (FCF) a été revu dans le cadre du nouveau pacte financier sur la base de 13.18€ par habitant.
Pour le FPIC 2018, le droit commun a été retenu.
Ce pacte s'achève fin 2018. Le pacte a été prorogé pour 2019 et 2020. Un travail est en cours pour définir le prochain.

➢ Nouvelles missions dans les mairies :

Un historique depuis 2009 :
Le traitement des demandes de cartes nationales d'identité et passeports est passé de la préfecture à la mairie avec une indemnisation forfaitaire ne compensant pas la charge financière réelle.
Sans indemnisation :

- Certaines procédures d'état civil : changement de nom / prénom, rectification d'erreurs matérielles dans les actes (transfert du tribunal vers la commune).
- Les dossiers PACS (transfert du tribunal vers la commune)

- La gestion de certains dossiers dont l'Etat traitait tout ou partie :
    - Commerce : ventes au déballage (vide-greniers, vide-maisons), liquidation de stocks, ouvertures dominicales, débits de boissons permanents
    - Taxis
    - Autorisations de lotos et loteries

A noter qu'il n'y aura plus d'accueil en préfecture à partir de novembre 2017 pour les cartes grises et les permis de conduire : les usagers passeront par une procédure informatique, des bornes sur place mais pourront aussi se rendre en mairie pour obtenir de l'aide.

2019 : Le prélèvement à la source pour les agents de la collectivité

2.Fiscalité

Les taux des impôts ménages de la ville étaient inchangés depuis 2003.
Taxe d'habitation (TH)– Taxe foncière bâti (TF)-Taxe foncière non bât (TFNB)
La nouvelle intercommunalité a entrainé une homogénéisation sur le territoire qui a eu pour conséquence une modification de nos taux en 2017, afin d'assurer la neutralisation fiscale. La baisse de nos taux est compensée au niveau de la DAC.

Taux des taxes ménages : variations 2017				
-		**TH**	**TFB**	**TFNB**
SBAA	**TMP**	**13,30%**	**0,882%**	**7,32%**
Saint Brieuc Agglo Baie d'Armor	Taux 2016	13,20%	0,429%	6,40%
	Variation prévue Pacte	**-0,10%**	**-0,45%**	**-0,92%**
Ploufragan	Taux communal 2016	22,50%	23,24%	87,72%
	Taux cibles Pacte 2017	**22,40%**	**22,79%**	**86,80%**
	Variation en proportion	-0,44%	-1,95%	-1,05%

Les taux des impôts ménages de Ploufragan sont inchangés pour 2020

Taux 2019 sur le territoire de l'intercommunalité

Taux communaux 2019	Taxe d'habitation		Taxe sur le foncier bâti		Taxe sur le foncier non bâti
SAINT-BRIEUC	25,03%	LE FOEIL	33,20%	LANGUEUX	140,48%
TREGUEUX	24,78%	QUINTIN	30,93%	SAINT-CARREUC	122,79%
PORDIC	23,20%	LA HARMOYE	30,28%	LA MEAUGON	117,75%
LANGUEUX	23,13%	SAINT-BRIEUC	28,71%	TREGUEUX	108,41%
PLEDRAN	23,02%	PLAINE-HAUTE	28,02%	PLERIN	107,45%
HILLION	22,96%	LE VIEUX-BOURG	27,19%	TREMUSON	107,27%
PLOUFRAGAN	22,40%	TREMUSON	26,40%	PORDIC	105,09%
SAINT-JULIEN	22,25%	SAINT-JULIEN	25,75%	YFFINIAC	103,75%
PLOURHAN	21,94%	PORDIC	25,54%	SAINT-JULIEN	98,98%
LE FOEIL	21,57%	PLERIN	25,42%	PLEDRAN	97,17%
LA MEAUGON	21,49%	LE LESLAY	24,98%	LE FOEIL	95,71%
PLOEUC L'HERMITAGE	20,66%	SAINT-GILDAS	24,96%	HILLION	90,67%
PLERIN	20,39%	SAINT-BIHY	24,86%	LE VIEUX-BOURG	87,69%
YFFINIAC	20,10%	TREGUEUX	24,84%	SAINT-DONAN	87,14%
LA HARMOYE	20,02%	LA MEAUGON	24,32%	PLOUFRAGAN	86,80%
PLAINTEL	19,95%	PLEDRAN	23,63%	PLOURHAN	84,24%
SAINT-DONAN	19,92%	YFFINIAC	23,54%	PLAINE-HAUTE	83,82%
LANTIC	19,75%	PLOEUC L'HERMITAGE	23,43%	SAINT-GILDAS	83,21%
TREMUSON	19,34%	LANGUEUX	23,27%	LANTIC	82,12%
BINIC ETABLES SUR MER	18,67%	HILLION	22,93%	PLAINTEL	81,09%
LE VIEUX-BOURG	18,54%	PLOUFRAGAN	22,79%	LE LESLAY	79,98%
QUINTIN	18,51%	LANTIC	22,53%	TREVENEUC	77,32%
TREVENEUC	18,49%	PLAINTEL	22,09%	LA HARMOYE	76,15%
SAINT-QUAY-PORTRIEUX	17,88%	SAINT-DONAN	21,58%	PLOEUC L'HERMITAGE	74,85%
SAINT-BIHY	17,48%	LANFAINS	20,57%	QUINTIN	73,94%
SAINT-CARREUC	17,35%	SAINT-BRANDAN	20,29%	SAINT-BIHY	73,65%
PLAINE-HAUTE	16,11%	SAINT-CARREUC	20,14%	LE BODEO	66,43%
SAINT-GILDAS	15,72%	LE BODEO	18,64%	LANFAINS	62,54%
LE LESLAY	15,67%	BINIC ETABLES SUR MER	16,86%	SAINT-BRANDAN	58,06%
LE BODEO	15,63%	TREVENEUC	16,78%	BINIC ETABLES SUR MER	57,25%
SAINT-BRANDAN	14,70%	PLOURHAN	16,45%	SAINT-QUAY-PORTRIEUX	51,24%
LANFAINS	13,57%	SAINT-QUAY-PORTRIEUX	15,99%	SAINT-BRIEUC	41,83%

1. COEFFICIENT DE MAJORATION VALEUR LOCATIVE (EVOLUTION NOMINALE)

	2016 (LdF 2016)	2017 (LdF 2017)	2018 (LdF 2018)	2019 (LdF 2019)	Hypothèse 2020 (LdF 2020)
Propriétés bâties	1,0%	0,4%	1,2%	2,2%	1,3%
Prop. non bâties	1,0%	0,4%	1,2%	2,2%	1,3%
Prop. industrielles	1,0%	0,4%	1,2%	0,9%	1,3%

2. BASES FISCALES TAXABLES

	Bases notifiées 2019	Bases réelles 2019 *	Evolution	Bases estimées 2020	Evolution nominale
T.H.	16 094 000	16 094 000	0,0%	16 466 254	2,3%
F.B.	14 687 000	14 687 000	0,0%	15 026 710	2,3%
F.N.B.	138 200	138 200	0,0%	139 997	1,3%

(* Bases notifiées; Bases réelles en attente état 1288)

LES ELEMENTS DE PROSPECTIVE BUDGETAIRE

1. Les principales recettes de fonctionnement

Les dotations :
Après une première diminution de 1,5 Md€ en 2014, puis de 3,67 Md€ en 2015 et 2016, le projet de loi de finances 2017 confirme une baisse supplémentaire de 2,635 Md€ en 2017 pour la DGF.
Au sein du « bloc communal », la répartition de la baisse des dotations porte donc à nouveau en 2017 à hauteur de 70 % sur les budgets des communes et de 30 % sur les budgets des intercommunalités. Soit respectivement : 725 M€ pour les communes et 310,5 M€ pour les intercommunalités. (soit 1.035Md€ en 2017 contre 2.071Md€ en 2016)

En 2018, rendu public le 27 septembre 2017, le projet de loi de finances 2018 est présenté comme celui mettant fin à la spirale de la baisse des dotations de l'Etat aux collectivités locales.

Le projet de loi de finances 2020 traduit la volonté gouvernementale de poursuivre la politique de réduction de la dépense publique, avec une dépense publique estimée à 53,4% du PIB, contre 55% en 2017, et la sincérisation des comptes publics plus accrue avec la plus grande responsabilisation des acteurs, traduite depuis 2017 par une

exécution budgétaire sans décret d'avances ou la mise en œuvre de la contractualisation avec les collectivités locales. L'objectif du PLF 2020 est également de répondre efficacement à une triple urgence : économique , sociale et écologique.
Enfin, les conséquences de la réforme de la fiscalité locale sur les indicateurs financiers des collectivités et la répartition des dotations et fonds de péréquation, sont anticipées et donneront lieu à des travaux dès le premier semestre 2020, auquel le Gouvernement associera le Parlement , le Comité des finances locales et les élus locaux. Ces travaux, devront aboutir lors de l'examen du PLF 2021, pour une application à compter de la répartition des dotations 2022.

DGF

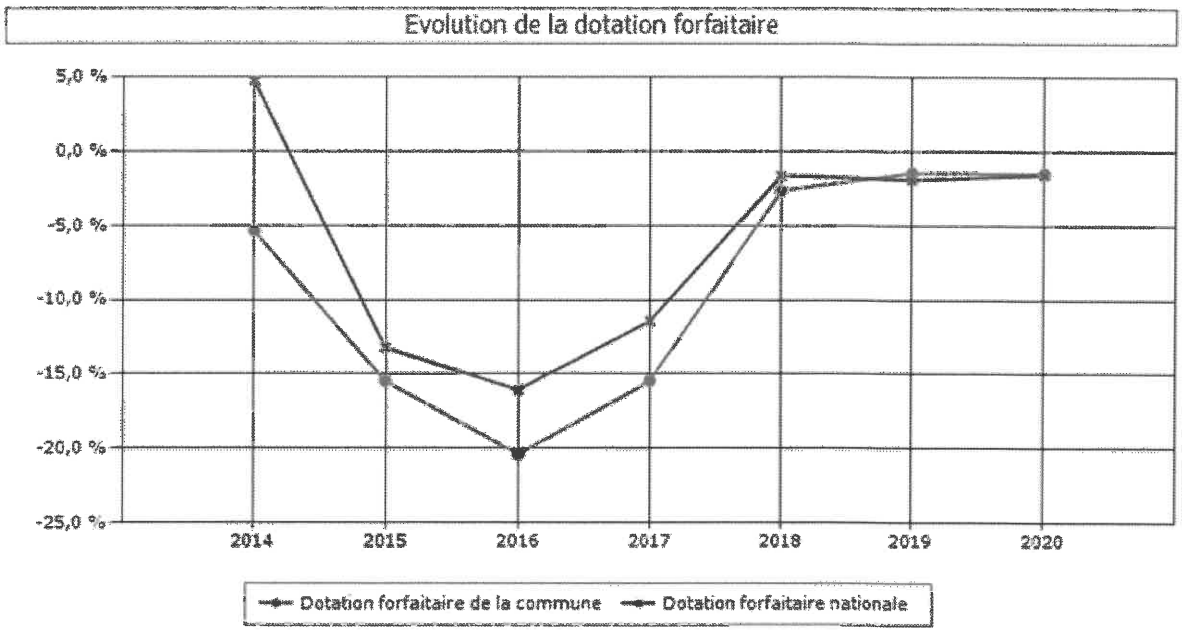
Article 21 du PLF 2020
Conformément aux engagements du Gouvernement, le montant de la DGF est stable par rapport à 2019.

A périmètre constant, la DGF est stable. L'évolution des prix hors tabac pour 2020 étant estimée à 1,0%, le pouvoir d'achat de la DGF continue à diminuer.
Cette année encore, aucun abondement externe ne vient renforcer la DGF pour alimenter la péréquation. L'augmentation de cette dernière, prévue à l'article 78 du présent PLF, est donc totalement financée par redéploiement interne((Rappelons que jusqu'en 2018, ces augmentations étaient financées pour moitié par des crédits externes à la DGF, mais tout de même déjà acquis aux collectivités (compensations d'exonérations par exemple). Christine Pires Beaune l'a précisé en Commission des finances à propos du renforcement de l'effort de solidarité au sein des concours financiers de l'Etat, « on prétend ensuite que l'Etat fait un effort : non, l'Etat ne fait pas d'effort, ce sont les collectivités qui financent la solidarité ».))
Le II de l'article 21 du projet de loi de finances pour 2020 propose de plafonner la « compensation VT11 »(versement transport) à 48 M€ (contre 91 M€ en 2019) pour alléger la contrainte sur les variables d'ajustement (DAJ). De fait, cette compensation devient une variable d'ajustement de la DAJ. Pour justifier ce choix, l'exposé des motifs indique que les compensations sont faibles et non déterminantes dans l'équilibre des budgets et que ces observations sont encore renforcées par le dynamisme du VT dont l'évolution annuelle moyenne depuis 2015 dépasse les 3%.
Le point III de l'article 21 du projet de loi de finances pour 2020 liste les variables d'ajustement composant ce que nous appelons la dotation d'ajustement (DAJ) et en fixe les montants pour 2020,
les minorations ainsi définies devant permettre de gager certaines progressions ou apparitions de dotations, et ainsi, de poursuivre l'effort de maîtrise de la trajectoire des concours financiers de l'Etat aux collectivités territoriales.
Le gage devrait atteindre au titre de l'exercice 2020 le montant de 79 M€ (122 M€ en tenant compte de la minoration de la compensation VT) sans qu'il soit clairement précisé dans l'exposé des motifs l'origine de ce gage. L'exposé des motifs précise à ce sujet :
« Il permet notamment de compenser l'évolution tendancielle des dotations de soutien à l'investissement local. En augmentation d'un milliard d'euros depuis 2014, ces dotations ont atteint en 2019 un niveau historique d'engagement, à hauteur de 2,1 Md€12. La minoration des variables permet également de compenser le dynamisme du PSR13 versé à la Corse, ainsi que plusieurs mesures nouvelles : abondement de la dotation titres sécurisés et du fonds d'aide au relogement d'urgence (FARU), mesures nouvelles issues du projet de loi Engagement et Proximité. »
Comme en 2019, la dotation d'ajustement se limite à la DCRTP et à la dotation pour transfert de compensations fiscales (dite « dotation carré »). Elles seront cette année encore mises à contribution pour couvrir le gage.
. En attendant, la dotation d'ajustement va connaître en 2020, un taux d'évolution de -2,11%.

a. la Dotation Globale de Fonctionnement

●Dotation forfaitaire

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Population DGF	11 573	11 707	11 843	12 018	11 838	11 782	11 838	11 878
Dotation de base par habitant	98	98						
Ev° Dotation de base/habitant	0,1%	0,1%						
Ev° Dotation de garantie	-4,2%	-1,9%						
Dotation de base	1 137 234	1 151 852						
+ Dotation superficiaire	8 722	8 722						
+ Dotation parcs nationaux	0	0						
+ Dotation de garantie	498 750	489 397						
Potentiel fiscal / hab retenu	518,57	525,68						
Potentiel fiscal moyen de référence	566,17	583,12						
Critère de protection	91,6%	90,1%						
Protection	NON	NON						
Prélèvement sur garantie	21 829	9 353						
Plafond de prélèvement	31 235	29 925						
+ Dotation de compensation	65 523	65 623						
= Dotation forfaitaire initiale avant 2014	1 710 229	1 715 594						
Dotation forfaitaire de référence			**1 617 844**	**1 368 272**	**1 089 502**	**921 270**	**896 947**	**883 975**
+ Variation "DF - population"			13 398	17 268	-17 732	-5 514	5 517	3 942
+ Variation "DF - besoin de financement"			-20 169	-37 467	-22 856	-18 322	-18 486	-16 944
Potentiel fiscal / hab retenu			534,10	533,54	552,86	568,34	565,13	578,83
Potentiel fiscal moyen de référence			598,34	597,46	613,75	624,20	631,57	643,46
Critère de protection			89,3%	89,3%	90,1%	91,1%	89,5%	90,0%
Protection			NON	NON	NON	NON	NON	NON
Prélèvement sur DF			20 169	37 469	22 822	18 322	18 486	16 944
Plafond de prélèvement			48 558	41 048	136 777	134 760	133 728	134 955
+ Variation DF - divers			0	0	0	-487	-3	0
- Contribution RFP		96 984	242 801	258 571	127 644	0	0	0
= Dotation forfaitaire	1 710 229	1 618 610	1 368 272	1 089 502	921 270	896 947	883 975	870 973
dont part CPS	0	0	0	0	0	0	0	0
Prélèvement fiscal RFP		0	0	0	0	0	0	0
Ev° Dotation forfaitaire	-0,7%	-5,4%	-15,5%	-20,4%	-15,4%	-2,6%	-1,4%	-1,5%
Info : Contribution RFP consolidée		96 984	339 785	598 356	726 000	726 000	726 000	726 000



•Dotation de Solidarité Urbaine et de Cohésion Sociale (D.S.U.)

Pour rééquilibrer la dotation globale de fonctionnement et corriger les inégalités entre communes, la loi du 13 mai 1991 a institué une dotation de solidarité urbaine.

La loi de finances pour 2017 a modifié les conditions de répartition de la DSU. La présente note d'information vous détaille les nouvelles modalités.

I - LES CONDITIONS D'ELIGIBILITE DE LA DSU

L'éligibilité et la répartition de la DSU reposent sur la distinction de deux catégories démographiques :
- d'une part, les communes de 10 000 habitants et plus,
- d'autre part, les communes de 5 000 à 9 999 habitants..

Les modalités de répartition ont été modifiées par la loi de finances pour 2017 :
- Sont désormais éligibles les deux premiers tiers des communes de plus de 10 000 habitants (au lieu des trois premiers quarts auparavant) et le premier dixième des communes de 5 000 à 9 999 habitants, classées en fonction d'un indice synthétique de ressources et de charges ;

- Les communes dont le potentiel financier par habitant est supérieur à deux fois et demi le potentiel financier moyen de leur strate démographique ne peuvent pas être éligibles à la DSU.

- La progression de la DSU est désormais répartie entre toutes les communes éligibles (et non plus les seules communes éligibles à la cible), en fonction de leur indice synthétique, d'un coefficient variant de 0,5 à 4 (et non plus de 0,5 à 2) calculé selon le rang de classement, de leur population résidant en quartier prioritaire de la politique de la ville, de leur population résidant en ZFU et de leur effort fiscal. Ces dispositions permettent de neutraliser les effets de seuils liés à l'existence d'une part cible tout en concentrant la progression sur les communes les plus en difficulté ;

- L'indice synthétique de ressources et de charges permettant de classer les communes et de calculer leurs attributions est rénové, afin de mieux tenir compte du revenu des habitants. Ce facteur entre désormais pour 25% dans la composition de l'indice, contre 10% en 2016. Le potentiel financier par habitant voit son poids dans la composition de l'indice minoré à due concurrence, passant de 45% à 30%. Les autres facteurs (logements sociaux et bénéficiaires des APL) sont inchangés.

- Une garantie de sortie exceptionnelle permet aux communes qui perdent leur éligibilité à la DSU de percevoir en 2017, à titre de garantie, une dotation égale à 90% du montant perçu en 2016, puis 75% en 2018 et 50% en 2019.

La population prise en compte est la population DGF 2017, à l'exception de la population utilisée dans les calculs du revenu par habitant, du coefficient de majoration en fonction de la population en zone franche urbaine et du coefficient de majoration en fonction de la population en quartier prioritaire de la ville. Dans ce cas, est prise en compte la population INSEE 2017.

1 - L'éligibilité des communes de 10 000 habitants et plus

Les communes de 10 000 habitants et plus sont classées par ordre décroissant selon un indice synthétique de charges et de ressources constitué :
- pour 30%, du rapport entre le potentiel financier moyen par habitant des communes de 10 000 habitants et plus et le potentiel financier par habitant de la commune ;
- pour 15%, du rapport entre la part des logements sociaux de la commune dans son parc total de logements et la part des logements sociaux dans le parc total de logements des communes de 10 000 habitants et plus ;
- pour 30%, du rapport entre la proportion par logement de personnes couvertes par des prestations logement dans la commune et la proportion de personnes couvertes par ces mêmes prestations dans les communes de 10 000 habitants et plus ;
- pour 25%, du rapport entre le revenu moyen des habitants des communes de 10 000 habitants et plus et le revenu moyen des habitants de la commune.

S'agissant des logements sociaux pris en compte pour la répartition de la DSU, l'article 128 de la loi de finances pour 2010 a élargi la définition de ce critère, définie à l'article L. 2334-17 du code général des collectivités territoriales (CGCT), aux logements qui appartenaient à la société ICADE au 1er janvier 2006 et qui appartiennent à la date du recensement à la Société Nationale Immobilière (SNI). Je vous invite en outre à vous reporter à l'annexe 6 qui retrace les différences de définition entre cet article du CGCT et les dispositions de l'article 55 de la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain. Compte tenu de ces différences dans le dénombrement des logements sociaux, il convient de porter une attention particulière à cette annexe en prévision des questions relatives à ce critère.

Le critère des bénéficiaires des aides au logement vise l'ensemble des personnes couvertes, c'est-à-dire l'allocataire, son conjoint et les personnes vivant habituellement dans son foyer.
La formule de calcul de l'indice synthétique est précisée dans l'annexe 3 de la présente note. Les communes dont le potentiel financier par habitant est supérieur à deux fois et demi le potentiel financier par habitant moyen de la même strate démographique (soit 3 239,590370 € pour les communes de 10 000 habitants et plus) ne peuvent pas être éligible à la DSU.
Après application de cette exclusion, sont éligibles les deux premiers tiers des communes de 10 000 habitants et plus classées par ordre décroissant de la valeur de l'indice synthétique, soit 676 communes en 2017.
2 - L'éligibilité des communes de 5 000 à 9 999 habitants
La loi n° 96-241 du 26 mars 1996 a étendu aux communes de 5 000 à 9 999 habitants l'application de l'indice synthétique créé par la loi du 31 décembre 1993 pour les communes de 10 000 habitants et plus qui permet de classer l'ensemble des communes en fonction de leur richesse et de leurs charges.
Il est procédé pour ces communes, comme pour les communes de 10 000 habitants et plus, à la détermination, pour chaque collectivité, d'un indice synthétique de ressources et de charges. Les critères qui composent cet indice et les pondérations retenues sont les mêmes que ceux précédemment évoqués pour les communes de 10 000 habitants et plus. Toutefois les valeurs moyennes utilisées dans le calcul de l'indice sont celles constatées pour l'ensemble des communes de 5 000 à 9 999 habitants

•Dotation Nationale de Péréquation (D.N.P.)

Ex-Fonds National de Péréquation

Part principale : liée au potentiel financier (PF) et à l'effort fiscal (EF)

- Communes éligibles :
  - Avoir un potentiel financier par habitant supérieur de 5% au plus strate à la moyenne du groupe démographique correspondant
  - Et avoir un effort fiscal supérieur à la moyenne du groupe démographique correspondant
  - Majoration : liée aux « produits post-TP » (CFE, CVAE, IFER, TASCOM, TAFNB)

Communes	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Dotation forfaitaire	1 710 229	1 618 610	1 368 272	1 089 502	921 270	896 947	883 975	870 973
+ Dotations d'aménagement (DA)	385 283	414 750	433 712	429 655	446 456	510 836	537 196	558 040
dont DSU	254 490	257 798	260 118	262 719	292 442	311 908	328 304	348 015
dont DSR	0	0	0	0	0	0	0	0
dont DNP	130 793	156 952	173 594	166 936	154 014	198 928	208 892	210 025
+ DA DOM/TOM ou divers	0	0	0	0	0	0	0	0
dont Quote-part DSU/DSR	0	0	0	0	0	0	0	0
dont Quote-part DNP	0	0	0	0	0	0	0	0
+ Ajustement						0	0	0
= DGF	2 095 512	2 033 360	1 801 984	1 519 157	1 367 726	1 407 783	1 421 171	1 429 013
Total des compensations fiscales	459 589	443 129	441 197	353 754	461 673	460 427	487 758	498 802
TOTAL GENERAL	2 555 101	2 476 489	2 243 181	1 872 911	1 829 399	1 868 210	1 908 929	1 927 815

VARIATIONS

Communes	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Dotation forfaitaire		-91 619	-250 338	-278 770	-168 232	-24 323	-12 972	-13 002
+ Dotations d'aménagement (DA)		29 467	18 962	-4 057	16 801	64 380	26 360	20 844
dont DSU		3 308	2 320	2 601	29 723	19 466	16 396	19 711
dont DSR		0	0	0	0	0	0	0
dont DNP		26 159	16 642	-6 658	-12 922	44 914	9 964	1 133
+ DA DOM/TOM ou divers		0	0	0	0	0	0	0
dont Quote-part DSU/DSR		0	0	0	0	0	0	0
dont Quote-part DNP		0	0	0	0	0	0	0
+ Ajustement						0	0	0
= DGF		-62 152	-231 376	-282 827	-151 431	40 057	13 388	7 842
Total des compensations fiscales		- 16 460	- 1 932	- 87 443	107 919	- 1 246	27 331	11 044

b. <u>La Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux (DETR)</u>

Fusionne la Dotation Globale d'Equipement (D.G.E.) et la Dotation de Développement Rural (D.D.R). Les crédits sont attribués par une commission départementale sous forme de subventions en vue de la réalisation d'investissements, de projets dans les domaines économique, social, environnemental et touristique ou favorisant le développement ou le maintien des services publics en milieu rural.

A noter que pour 2018 elle est maintenue à 996 millions d'euros.

2013 : 85 640 € (accordé et perçu sur 2014/2015) (RD 790)

2014 : non demandée

2015 : non demandée

2016 : 54 924€ (accordé) (rue du Calvaire)

2017 37 770 € (accordé) (aménagement entre avenue de Bretagne et rue Jean-Baptiste Illio)

2018 : 100 000€ (accordé) Travaux d'aménagement et d'espaces publics de la rue de la Grande Métairie (RD45) du carrefour de la Croix Fichet à l'allée du Haut Champ et d'espaces publics – 1ère tranche

2019 : Demande pour l'auditorium – pas accordée

2020 : Un dossier dont le choix resté à définir sera déposé.

c. Les dotations liées à l'intercommunalité

➢ Dotation d'allocation compensatrice (DAC)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Dotation communautaire	2 530 311	2 525 562	2 498 403	2 535 548	2 467 017	2 452 835	2 452 835
Dont AC reçue	2 310 311	2 305 562	2 300 813	2 376 097	2 307 566	2 293 384	2 293 384
Dont FCF reçu	220 000	220 000	197 590	159 451	159 451	159 451	159 451

➢ Fonds National de Péréquation des ressources Intercommunales et communales (FPIC)

Au même titre que de 2016 à 2019, le montant total du FPIC est maintenu à 1 milliard d'euros en 2020 au lieu de 2% des recettes fiscales du bloc communal aupravant.
Ce nouveau report d'une année de la progression du FPIC est lié au contexte de la réforme territoriale puisque la carte intercommunale n'est toujours pas stabilisée.
FPIC : le mécanisme est maintenu à 1 milliard d'€, aucun changement prévu dans le PLF initial 2020.(AMF)
Dans le contexte de compression des dépenses réelles de fonctionnement qui ferait porter sur les communes et intercommunalités contributrices au fonds un effort supplémentaire, qu'elles jugent de plus en plus intenables, l'AMF approuve le gel du FPIC. L'AMF demande quelles seront les conséquences de la suppression de la taxe d'habitation sur la répartition du FPIC.

Attribution commune de droit commun	121 020	164 261	202 400	171 165	183 443	175 847	170 725
Part de l'attribution brute	6,03%	6,05%	6,04%	4,02%	4,33%	4,16%	4,16%
Ecart sur l'attribution de droit commun	0,00%	0,00%	-18,84%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
Attribution commune effective	121 020	164 261	164 261	171 165	183 443	175 847	170 725
Variation nominale	42 658	43 241	0	6 904	12 278	-7 596	-5 122
Evol. nominale	54,4%	35,7%	0,0%	4,2%	7,2%	-4,1%	-2,9%
Evol. réelle	53,8%	35,7%	-0,2%	3,2%	5,5%	-5,4%	-4,2%

Un nouveau pacte a été signé pour 2016-2017 prévoyant la stabilisation du montant du FPIC.
Fin 2016, un nouveau pacte a été signé dans le cadre de la nouvelle intercommunalité à 32 communes, celui-ci est arrivé à échéance fin 2018. Il est prorogé pour 2019 et 2020. Un nouveau est en cours de réalisation.

d.Les produits de la fiscalité

Bases	2016	2017	2018	2019	2020
Taxe d'habitation	15 225 748	15 377 230	15 717 386	16 094 000	16 466 254
Dont Résidences secondaires	0	0	0	0	0
Foncier bâti	14 042 745	14 214 797	14 467 866	14 687 000	15 026 710
Foncier non bâti	129 889	130 352	136 403	138 200	139 997
Taxe professionnelle/CFE	0	0	0	0	0
Taux					
Taxe d'habitation	22,50%	22,40%	22,40%	22,40%	22,40%
Foncier bâti	23,24%	22,79%	22,79%	22,79%	22,79%
Foncier non bâti	87,72%	86,80%	86,80%	86,80%	86,80%
Taxe professionnelle/CFE	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
Majoration TH résidences secondaires ?	FAUX	FAUX	FAUX	FAUX	FAUX
Taux de la majoration TH	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
Produits					
Produit fiscal strict	6 803 266	6 797 197	6 936 319	7 072 181	7 234 542

Cf annexe 1TH

e. Les recettes des services

Cette recette découle de la volonté municipale de rendre accessible au plus grand nombre d'usagers les services de la ville. Dans cette perspective, des tarifs dégressifs ont été mis en place.
A noter que dans le cadre du réseau intercommunal des médiathèques, la gratuité a été instaurée pour ce service.

2. Les principales dépenses de fonctionnement

a) DEPENSES

Au BP 2019, les dépenses réelles de fonctionnement ont été estimées à **11 975 656,23€.**
Pour 2020, il s'agira essentiellement de prendre en compte :

- ***les charges de fonctionnement du patrimoine et des services*** (matériaux, fluides et prestations).

- ***les charges de personnel*** résultant de l'évolution des salaires, du déroulement de carrière des agents, des mouvements de personnel, du régime indemnitaire, des charges sociales et de la modification de l'assurance statutaire soit une estimation de 7 651 800 €.

- ***les subventions*** au C.C.A.S.table, aux associations globalement en hausse de 1.0%

- ***les charges financières*** des emprunts.

- ***l'autofinancement pour le financement du remboursement de capital et des nouveaux investissements*** (matériel et travaux) évalué à 800 000 € nécessitant un emprunt d'équilibre de 4 484 738 €.

Les dépenses réelles de fonctionnement de 2020 sont estimées à **12 026 309,32€.**

b) RECETTES

Au BP 2019, les recettes réelles de fonctionnement ont été estimées à **13 233 336 €.**

Pour 2019, les principales recettes sont :

- ***les recettes tarifaires appliquées aux services publics.***

- ***les remboursements de notre assureur sur les charges de personnel.***

- ***la dotation forfaitaire de la DGF*** versée par l'Etat

- ***la dotation de solidarité urbaine*** (DSU)

- ***les dotations de SAINT-BRIEUC Armor agglomération*** avec une allocation compensatrice corrigée des transferts de compétences « eau et assainissement », « terrain des gens du voyage », « RPAM », compensation impôts ménages (2 293 384 €), le fonds communautaire de fonctionnement (159 451 €) et le Fonds de péréquation des recettes

communales et intercommunales (FPIC = 170 725€)
soit un total de 2 623 560 €. (2 628 682 € en 2019)

- ***les compensations fiscales versées par l'Etat*** estimées à 498 802 €

(notifiées 487 758 en 2019, 460 427€ en 2018).

- ***la fiscalité ménage*** (T.H., F.B., F.N.B.) pour laquelle il vous sera proposé le maintien des taux de 2019 ce qui dégagera un produit de 7 234 542 €.

Les recettes réelles de fonctionnement de 2020 sont évaluées à **13 515 441,95 €.**

DOB 2020 **EVOLUTION FONCTIONNEMENT EN REEL**

	BP 2018	BP 2019	BP 2020	BP2020/BP2019
Dépenses	12 156 041	11 975 656	12 026 309	0,4%
Recettes	13 070 784	13 233 336	13 515 442	2,1%

3. L'investissement

Les recettes d'investissement

- Fonds de compensation de la TVA (FCTVA)

Compenser de manière forfaitaire et globale les versements de TVA effectués sur les investissements de l'année précédente (la commune ayant respecté son engagement en 2009 dans le cadre du plan de relance de l'économie, le versement du FCTVA décalé d'un an au lieu de 2 est pérennisé).

Taux 2019 : 16,404 % sur les investissements de 2019 (estimation aux vues des réalisations 2019 au moment de la préparation du budget 2020) .Soit 344 900 €.

- Produits des cessions

Il s'agit de biens appartenant à la ville.
En 2020, des cessions de terrains sont prévues ainsi que des cessions de matériels.

- Taxe d'aménagement

La taxe d'aménagement s'applique lors du dépôt d'un permis de construire (y compris lors d'une demande modificative générant un complément de taxation) ou d'une déclaration préalable de travaux.

Les dépenses d'investissement

- Plan Pluriannuel d'investissement (PPI)

Tableau

- AP/CP

BP 2020
DOB

PLAN PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENTS
Période : 2014 à 2020

en euros

AUTORISATION DE PROGRAMMES		CREDITS DE PAIEMENT							
PROGRAMME		Pour mémoire 2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	TOTAL 2015-2020
BATIMENTS DE SERVICES*		**0**	**22 619**	**104 465**	**119 314**	**440 269**	**948 500**	**65 000**	**1 700 067**
REHAB.SALLE DES VILLES MOISAN (087)	*BRUT*		9 758	61 727	28 095				**99 580**
	SUBV.								**0**
	NET	*0*	*9 758*	*61 727*	*28 095*	*0*		*0*	***99 580***
SALLE MULTIFONCTIONS (097)	*BRUT*				37 037	349 314	735 500		**1 121 851**
Enveloppe : 1 200 000€	*SUBV.*						130 000		**130 000**
ANRU : 130 000€	*NET*	*0*	*0*	*0*	*37 037*	*349 314*	*605 500*	*0*	***991 851***
AUTRES BATIMENTS DE SERVICE (094)			*12 761*	*42 738*	*54 183*	*90 955*	*213 000*	*65 000*	***478 636***
CULTURE - LOISIRS*		**0**	**0**	**0**	**30 697**	**66 430**	**450 000**	**1 850 000**	**2 397 127**
LUDOTHEQUE (REPORTE)	*BRUT*								**0**
	SUBV.								**0**
	NET	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	***0***
AUDITORIUM (098)	*BRUT*		0		30 697	66 430	450 000	1 850 000	**2 397 127**
ESPACE VICTOR HUGO	*SUBV.*								**0**
Enveloppe : 2 800 000€ *(1)*	*NET*	0	0	0	30 697	66 430	450 000	1 850 000	**2 397 127**
SPORTS*		**91 067**	**99 757**	**171 647**	**275 908**	**462 235**	**288 000**	**294 600**	**1 592 146**
REHAB. EQUIPTS SPORTIFS	*BRUT*	91 067	99 757	171 647	275 908	462 235	288 000	294 600	**1 592 146**
(080)+ (088)	*SUBV.*					4 200			**4 200**
	NET	*91 067*	*99 757*	*171 647*	*275 908*	*458 035*	*288 000*	*294 600*	***1 587 946***
dont									
SAS ENTREE- REHAB. VESTIAIRES			0	0	99 883	145 601			**245 484**
SALLES HOEDIC & BELLE ILE (088)									
REHA. TCP toiture						224 905			
REHAB. TCP (3 terrains en terbal2018-2019)							165 000		**165 000**
(Cloisonnement vestiaires en 2015)			11 962						
REHAB. ARMOR PING ET TOITURE TCP				91 806	70 418				**162 224**
RENOV. PISTE ATHLETISME COLLEGE									**0**
TRANSFORMATION TERRAIN STABILISE					63 197				**63 197**
DU COLLEGE									
EDUCATION JEUNESSE*		**260 061**	**238 613**	**242 279**	**48 161**	**315 338**	**111 000**	**243 000**	**1 198 391**
CUISINE CENTRALE (072)	*BRUT*	113 798							**0**
Coût total du projet : 1 900 000€ + 140 000€	*SUBV.*	556 700							**0**
Subv. Contrat de territoire : 112 442 € + 250 000€ FCI agglo : 388 515	*NET*	*-442 901*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	***0***
MODERNISATION DES ECOLES (085)	*BRUT*	146 263	238 613	242 279	48 161	315 338	111 000	243 000	**1 198 391**
	SUBV.								**0**
	NET	*146 263*	*238 613*	*242 279*	*48 161*	*315 338*	*111 000*	*243 000*	***1 198 391***
REHAB. ANCIENNE CUISINE CENTRALE									**0**
(300 000€ - projet reporté)									
ESPACES VERTS*		**32 848**	**27 689**	**28 380**	**13 941**	**118 458**	**5 000**	**8 000**	**201 468**
AMENAGEMENT	*BRUT*								**0**
JARDINS FAMILIAUX DU CLOS BIHAN	*SUBV.*								**0**
	NET	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	***0***
CIMETIERE (091)	*BRUT*		5 700	28 380	10 446	16 689			**61 215**
Drainage : 44256€	*SUBV.*								**0**
	NET	*0*	*5 700*	*28 380*	*10 446*	*16 689*	*0*	*0*	***61 215***
CIMETIERE: PAVILLON D'ACCUEIL (079+084)	*BRUT*	3 189	0						**0**
	SUBV.		0	0					**0**
	NET	*3 189*	*0*	*0*	*0*	*0*		*0*	***0***
AMENAGT GIRATOIRE DU CARPONT		29 659	9 415						**9 415**
AMENAGTS LUDIQUES VALLEE DU GOELO									**0**
AMENAGT DE SQUARES- MOBILIERS			12 574	0	3 495	3 986	5 000	8 000	**33 056**
DE QUARTIERS (092)									
ATLAS BIODIVERSITE	*BRUT*								**0**
Subv. = 31 000€	*SUBV.*								**0**
Projet = 60 000€	*NET*	0	0	0	0	0		0	**0**
AMENAGEMENT PAYSAGER RUE D'ARMOR	*BRUT*					97 782			**97 782**
(100)	*SUBV.*		0						**0**
	NET	*0*	*0*	*0*	*0*	*97 782*		*0*	***97 782***

AUTORISATION DE PROGRAMMES		CREDITS DE PAIEMENT							
PROGRAMME		Pour mémoire 2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	TOTAL 2015-2020
AMENAGEMENTS URBAINS*		**72 455**	**349 508**	**399 502**	**1 169 040**	**1 195 481**	**516 700**	**1 647 500**	**5 277 731**
CITE D'IROISE : RENOV. URBAINE (049+149+149	*BRUT*	26 447	76 358	149 590	423 288	458 122	390 000	1 180 000	**2 677 358**
Projet estimé sur 10 ans :									
soit 850K€ aide charge foncière ; 4 300K€									
aménagements urbains & réseaux									0
dont subv.constr. Logts sociaux		0	0	0	390 000	403 359	50 000		**843 359**
Dont travaux phase 1 (op 149)		21 411	12 961	8 132	26 353				**47 445**
Dont travaux phase 2 (op 1491)		5 036	63 397	141 458	3 066				**207 921**
Dont travaux phase 3 (op 1491) *(2)*					3 870	54 764	340 000	1 180 000	**1 578 633**
Subv. Eco FAUR : 23 080€/ FAU : 149 672,34€	*SUBV.*	23 080	55 133	100 824			45 000	371 000	**571 957**
Subv. CA Habitat : 3 575€; Subv. CAF : 1 449€	*NET*	*3 367*	*21 224*	*48 766*	*423 288*	*458 122*	*345 000*	*809 000*	***2 105 401***
Sub. Contrat partenariait Pays(Région) :200 000€									
Subv.Contrat territoire (Département): 371 000€;									
Subv. Appel à projet jeunesse (ANRU) : 115 000€									
Subv. Région (QPV) : 257 245€									
AMENAGEMENT CITE IROISE (083)	*BRUT*	4 860							**0**
"Place Cité Uroise"	*SUBV.*	25 000							**0**
	NET	*-20 140*	*0*	*0*	*0*	*0*		*0*	***0***
SUBV. CONSTR. LOGTS SOCIAUX		0	67 500	17 367	198 000	0	65 000	50 000	**397 867**
ACQUISITIONS FONCIERES (070)	*BRUT*	41 148	205 650	200 853	542 975	729 442	36 700	376 500	**2 092 120**
+ (093)	*SUBV.*								**0**
	NET	*41 148*	*205 650*	*200 853*	*542 975*	*729 442*	*36 700*	*376 500*	***2 092 120***
AD'AP (096)	*BRUT*			31 692	4 778	7 916	25 000	41 000	**110 386**
240 000€ sur 6 ans à compter de 2016	*SUBV.*			1 072					**1 072**
(avec travaux en régie comptés hors PPI)	*NET*	*0*	*0*	*30 620*	*4 778*	*7 916*	*25 000*	*41 000*	***109 314***
VOIRIE*		**918 443**	**299 885**	**406 679**	**217 994**	**523 313**	**1 774 000**	**1 165 000**	**4 386 880**
MISE EN SECURITE & CHEMINEMENTS	*BRUT*	659 126	41 427						**41 427**
DOUX RD 790 (140)	*SUBV.*	76 102	84 948						**84 948**
Rembt. Conseil Général : 82 500 €	*NET*	*583 024*	*-43 521*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	***-43 521***
Subv. Agglo : 18 952€ +25 000€ DETR : 85 640€									
MONTANT DES 2 OPERATIONS	*BRUT*	11 352	39 486	14 282	22 077	6 465	15 000	15 000	**112 310**
AUTRES CHEMINEMENTS DOUX (069)	*069*	0							0
MISE EN SECURITE	*031*	11 352	39 486	14 282	22 077	6 465	15 000	15 000	112 310
DES VOIES & ACCESSIBILITES (031)	*SUBV.*								**0**
+(090)	*NET*	*11 352*	*39 486*	*14 282*	*22 077*	*6 465*	*15 000*	*15 000*	**112 310**
AMENAGEMENT RD 45 (075) puis (099) *(3)*	*BRUT*	621			18 736	40 279	1 422 000	700 000	**2 181 015**
(op 075 = 93 696,15€)	*SUBV.*							60 000	**60 000**
Projet : 2 500 000€ (op 099) à C/2017	*NET*	*621*	*0*	*0*	*18 736*	*40 279*	*1 422 000*	*640 000*	***2 121 015***
Rembt Conseil Général : 60 000€									
DETR : 100 000€									
VOIRIE - RUE DU CALVAIRE (086)	*BRUT*	0	16 248	187 542					**203 790**
	SUBV.								**0**
	NET	*0*	*16 248*	*187 542*	*0*	*0*	*0*	*0*	***203 790***
VOIRIE - RUE DE LA FONTAINE MORIN (076)	*BRUT*	8 134							**0**
Subv. FISAC : 30652€	*SUBV.*								**0**
	NET	*8 134*	*0*	*0*	*0*	*0*		*0*	***0***
PROGRAMME ANNUEL DE VOIRIE	*BRUT*	239 211	202 734	204 855	177 181	476 569	337 000	450 000	**1 848 339**
(074+089)	*SUBV.*					37 770			**37 770**
(+MBC (082) à compter de 2015 (095))	*NET*	*239 211*	*202 734*	*204 855*	*177 181*	*438 799*	*337 000*	*450 000*	***1 810 569***
GIRATOIRE RUE DES QUARTIERS *(4)*	*BRUT*								**0**
Enveloppe : 200 000€	*SUBV.*								**0**
Recettes : 110 000€	*NET*	0	0	0	0	0		0	**0**
DIVERS		**648 500**	**427 021**	**390 894**	**353 632**	**311 400**	**894 526**	**1 017 040**	**3 394 513**
INVESTISSEMENTS COURANTS	*BRUT*	641 382	427 020,67	390 894	353 631,87	311 400	879 526	1 002 040	**3 364 513**
(Matériel, espaces verts, terrains, bâtiments,	*SUBV.*	7 813	8 242	34 809		12 136	33 700		**88 888**
matériel roulant, études voirie...)	*NET*	*633 570*	*418 778*	*356 085*	*353 632*	*299 263*	*845 826*	*1 002 040*	***3 275 625***
INVESTISSEMENTS EXCEPTIONNELS	*BRUT*	7 118							**0**
Fonds de concours école privée : 5 300€	*SUBV.*								**0**
Fonds de concours Foyer A. LEDU : 1818€	*NET*	*7 118*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	***0***
FIN INVESTISSEMENTS ANTERIEURS	*BRUT*								**0**
	SUBV.								**0**
	NET	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	***0***
PROVISIONS DEPENSES IMPREVUES							15 000	15 000	**30 000**
TOTAL BRUT		**2 023 374**	**1 465 002,40**	**1 743 845**	**2 228 687**	**3 432 923**	**4 987 726**	**6 290 140**	**20 148 324**
TOTAL SUBVENTIONS		**688 694**	**148 323,59**	**136 704,86**	**0,00**	**54 106,46**	**208 700,00**	**431 000,00**	**978 835**
TOTAL NET		**1 334 680**	**1 316 679**	**1 607 140**	**2 228 687**	**3 378 816**	**4 779 026**	**5 859 140**	**19 169 489**

(*) le montant total par secteur d'activités correspond au montant brut de chaque projet

N.B. : Sans les travaux en régie à compter de 2011

Projets engagés au-delà de 2020

(1) Auditorium : 402 873€ en 2021 fin de travaux

(2) Rénovation urbaine : 1 000 000€ en 2021 ; 1 400 00 € en 2022 planifié

(3)RD 45 :318 985€ en 2021 fin de travaux hors réseaux

(4) Giratoire rue des Quartiers : 200 000€ enisagé en 2022

TABLEAU DE BORD : AUTORISATION DE PROGRAMME (A.P.)
CREDIT DE PAIEMENT (C.P.)

BP2020/ DOB REVISIONS

AUTORISATIONS DE PROGRAMME				CREDITS DE PAIEMENT									
N° AP	INTITULE	N° OPERAT	MONTANT	2009 à 2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	TOTAL
	A / REVISION													
N°2012/03	Cité Iroise : Rénovation Urbaine	149												
	DM2 2012	création	265 000,00	265 000,00										
	DM3 2012	révision		265 000,00										
	DM3 2012	révision		265 000,00										
	BP 2013	révision		852 189,07										
	DM2 2013	révision		-63 000,00										
	DM2 2013	révision		789 189,07										
	DM4 2013	révision		789 189,07										
	BP 2014	révision		539 189,07										
	BS 2014	révision		166 230,83	300 000,00									466 230,83
	DM3 2014	révision		166 230,83	-270 000,00									
	DM3 2014	révision		166 230,83	30 000,00									196 230,83
	BP2015	révision	1 316 230,83	166 230,83	30 000,00	310 000,00	390 000,00	100 000,00	100 000,00	110 000,00	110 000,00			1 316 230,83
	CA2014	révision		166 230,83	21 411,44	310 000,00	390 000,00	100 000,00	100 000,00	110 000,00	118 588,56			1 316 230,83
	DM2 2015	*révision*				*-295 000,00*		135 000,00	150 000,00	130 000,00	-78 588,56			
	DM2 2015	révision		166 230,83	21 411,44	15 000,00	390 000,00	235 000,00	250 000,00	240 000,00	40 000,00			1 357 642,27
	BP 2016	révision	1 357 642,27	166 230,83	21 411,44	15 000,00	390 000,00	235 000,00	250 000,00	240 000,00	40 000,00			1 357 642,27
	CA2015	révision		166 230,83	21 411,44	12 961,02	390 000,00	235 000,00	250 000,00	240 000,00	42 038,98			1 357 642,27
	BS 2016	révision					*29 000,00*							
	BS 2016	révision		166 230,83	21 411,44	12 961,02	419 000,00	235 000,00	250 000,00	240 000,00	42 038,98			1 386 642,27
	DM2 2016	*révision*					-380 200,00							
	DM2 2016	révision		166 230,83	21 411,44	12 961,02	38 800,00	385 000,00	250 000,00	240 000,00	272 238,98			1 386 642,27
	BP 2017	révision		166 230,83	21 411,44	12 961,02	38 800,00	385 000,00	250 000,00	240 000,00	40 000,00			1 154 403,29
	CA 2016	révision		166 230,83	21 411,44	12 961,02	8 131,84	385 000,00	250 000,00	240 000,00	70 668,16			1 154 403,29
	BS 2017	*révision*						*30 000,00*						
	BS 2017	révision		166 230,83	21 411,44	12 961,02	8 131,84	415 000,00	250 000,00	240 000,00	70 668,16			1 184 403,29
	DM2 2017	révision						*5 000,00*						
	DM2 2017	révision		166 230,83	21 411,44	12 961,02	8 131,84	420 000,00	250 000,00	240 000,00	65 668,16			1 184 403,29
	BP2018	révision		166 230,83	21 411,44	12 961,02	8 131,84	420 000,00	80 000,00	240 000,00	40 000,00			988 735,13
	CA 2017	révision		166 230,83	21 411,44	12 961,02	8 131,84	416 352,53	80 000,00	240 000,00	43 647,47			988 735,13
	BS 2018	*révision*							*374 000,00*					
	BS 2018	révision		166 230,83	21 411,44	12 961,02	8 131,84	416 352,53	454 000,00					1 079 087,66
	DM2 2018	*révision*							*-50 000,00*					
	DM2 2018	révision		166 230,83	21 411,44	12 961,02	8 131,84	416 352,53	404 000,00	50 000,00				1 079 087,66
	BP2019	révision		166 230,83	21 411,44	12 961,02	8 131,84	416 352,53	404 000,00	50 000,00				1 079 087,66
	CA 2018	révision		166 230,83	21 411,44	12 961,02	8 131,84	416 352,53	403 358,70	50 000,00	641,30			**1 079 087,66**
	Cité Iroise : Rénovation Urbaine -phase 2	1491												
	BS 2014	Création	12 550,00		12 550,00									12 550,00
	BP2015	révision	2 587 550,00		12 550,00	175 000,00	480 000,00	480 000,00	480 000,00	480 000,00	480 000,00			2 587 550,00
	CA2014	révision			5 036,04	175 000,00	480 000,00	480 000,00	480 000,00	480 000,00	487 513,96			2 587 550,00
	BS 2015	*Révision*				*-54 000,00*								
	BS 2015	Révision			5 036,04	121 000,00	480 000,00	480 000,00	480 000,00	480 000,00	487 513,96			2 533 550,00
	DM2 2015	*révision*				*-14 000,00*	-301 000,00	80 000,00	80 000,00	80 000,00	71 486,04			
	DM2 2015	révision			5 036,04	107 000,00	179 000,00	560 000,00	560 000,00	560 000,00	559 000,00			2 530 036,04

AUTORISATIONS DE PROGRAMME				CRÉDITS DE PAIEMENT										
N° AP	INTITULE	N° OPERAT	MONTANT	2009 à 2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	TOTAL
	BP 2016	révision			5 036,04	107 000,00	179 000,00	560 000,00	560 000,00	560 000,00	559 000,00			2 530 036,04
	DM1	*révision*					*-10 000,00*							
	DM1	révision			5 036,04	107 000,00	169 000,00	560 000,00	560 000,00	560 000,00	559 000,00			2 520 036,04
	CA2015	révision			5 036,04	63 396,58	169 000,00	560 000,00	560 000,00	560 000,00	602 603,42			2 520 036,04
	BS 2016	*révision*					*35 000,00*							
	BS 2016	révision			5 036,04	63 396,58	204 000,00	560 000,00	560 000,00	560 000,00	602 603,42			2 555 036,04
	BP 2017	révision			5 036,04	63 396,58	204 000,00	168 000,00	560 000,00	560 000,00	1 200 000,00			2 760 432,62
	CA 2016	révision			5 036,04	63 396,58	141 458,18	168 000,00	560 000,00	560 000,00	1 262 541,82			2 760 432,62
	BS 2017	*révision*						*-47 000,00*						
	BS 2017	révision			5 036,04	63 396,58	141 458,18	121 000,00	560 000,00	560 000,00	1 262 541,82			2 713 432,62
	DM2 2017	*révision*						*-100 700,00*						
	DM2 2017	révision			5 036,04	63 396,58	141 458,18	20 300,00	560 000,00	560 000,00	1 363 241,82			2 713 432,62
	BP 2018	révision			5 036,04	63 396,58	141 458,18	20 300,00	365 000,00	925 500,00	2 000 000,00			3 520 690,80
	CA 2017	révision			5 036,04	63 396,58	141 458,18	19 661,75	365 000,00	925 500,00	2 000 638,25			3 520 690,80
	BS 2018	*révision*							*-300 000,00*					
	BS 2018	révision			5 036,04	63 396,58	141 458,18	19 661,75	65 000,00	1 225 500,00	2 000 638,25			3 520 690,80
	BP2019	révision			5 036,04	63 396,58	141 458,18	19 661,75	65 000,00	1 436 820,00	1 000 000,00			2 731 372,55
	CA 2018	révision			5 036,04	63 396,58	141 458,18	19 661,75	54 763,74	1 436 820,00	1 010 236,26			2 731 372,55
	BS 2019	*révision*								*-1 096 820,00*				
	BS 2019	révision			5 036,04	63 396,58	141 458,18	19 661,75	54 763,74	340 000,00	2 107 056,26			2 731 372,55
	BP 2020	révision			5 036,04	63 396,58	141 458,18	19 661,75	54 763,74	340 000,00	1 180 000,00	1 000 000,00	1 400 000,00	**4 204 316,29**
														5 283 403,95
N°2014/01	Modernisation des écoles	085												
	BP 2014	création	129 000,00		129 000,00									129 000,00
	BS 2014	*Révision*			*35 200,00*									*35 200,00*
	BS 2014	Révision			164 200,00									164 200,00
	BP2015	Révision	1 038 200,00		164 200,00	254 000,00	230 000,00	100 000,00	110 000,00	90 000,00	90 000,00			1 038 200,00
	CA2014	Révision			146 262,76	254 000,00	230 000,00	100 000,00	110 000,00	90 000,00	107 937,24			1 038 200,00
	BS 2015	*Révision*				*5 000,00*								
	BS 2015	Révision			146 262,76	259 000,00	230 000,00	100 000,00	110 000,00	90 000,00	107 937,24			1 043 200,00
	DM2 2015	*Révision*				*82 000,00*								
	DM2 2015	Révision			146 262,76	341 000,00	180 500,00	100 000,00	110 000,00	90 000,00	90 000,00			1 057 762,76
	BP 2016	Révision			146 262,76	341 000,00	180 500,00	100 000,00	110 000,00	90 000,00	90 000,00			1 057 762,76
	DM1	*Révision*					*92 000,00*							
	DM1	Révision			146 262,76	341 000,00	272 500,00	100 000,00	110 000,00	90 000,00	90 000,00			1 149 762,76
	CA2015	Révision			146 262,76	238 613,44	272 500,00	100 000,00	110 000,00	90 000,00	192 386,56			1 149 762,76
	BP 2017	Révision			146 262,76	238 613,44	272 500,00	88 500,00	110 000,00	90 000,00	112 387,00			1 058 263,20
	CA 2016	Révision			146 262,76	238 613,44	242 278,58	88 500,00	110 000,00	90 000,00	142 608,42			1 058 263,20
	DM2 2017	*Révision*						*-16 500,00*						
	DM2 2017	Révision			146 262,76	238 613,44	242 278,58	72 000,00	110 000,00	90 000,00	159 108,42			1 058 263,20
	BP 2018	Révision			146 262,76	238 613,44	242 278,58	72 000,00	353 900,00	90 000,00	112 387,00			1 255 441,78
	CA2017	Révision			146 262,76	238 613,44	242 278,58	48 161,07	353 900,00	90 000,00	136 225,93			1 255 441,78
	DM2 2018	*Révision*							*-36 280,00*					
	DM2 2018	Révision			146 262,76	238 613,44	242 278,58	48 161,07	317 620,00	90 000,00	172 505,93			1 255 441,78
	BP2019	révision			146 262,76	238 613,44	242 278,58	48 161,07	317 620,00	113 000,00	112 387,00			1 218 322,85
	CA 2018	révision			146 262,76	238 613,44	242 278,58	48 161,07	315 337,80	113 000,00	114 669,20			1 218 322,85
	DM3 2019	*Révision*								*-2 000,00*				
	DM3 2019	Révision			146 262,76	238 613,44	242 278,58	48 161,07	315 337,80	111 000,00	116 669,20			1 218 322,85
	BP 2020	révision			146 262,76	238 613,44	242 278,58	48 161,07	315 337,80	111 000,00	243 000,00			**1 344 653,65**

AUTORISATIONS DE PROGRAMME				CREDITS DE PAIEMENT										
N° AP	INTITULE	N° OPERAT	MONTANT	2009 à 2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	TOTAL
N°2015/01	Réhabilitation salle des Villes Moisan	087												
	BP2015	création	160 000,00			25 000,00	70 000,00	65 000,00						160 000,00
	DM2 2015	*Révision*				*-15 000,00*								
	DM2 2015	Révision				10 000,00	70 000,00	65 000,00						145 000,00
	BP 2016	Révision				10 000,00	70 000,00	65 000,00						145 000,00
	CA2015	Révision				9 757,99	70 000,00	65 242,01						145 000,00
	BP 2017	Révision				9 757,99	70 000,00	74 000,00						153 757,99
	CA 2016	Révision				9 757,99	61 727,24	74 000,00	8 272,76					153 757,99
	DM2 2017	*Révision*						*-20 000,00*						
	DM2 2017	Révision				9 757,99	61 727,24	54 000,00						125 485,23
	CA2017	Révision				9 757,99	61 727,24	28 094,59						**99 579,82**
	DM22018	Clôture												
N°2015/02	Réhabilitation équipements sportifs	088												
	BP2015	création	677 000,00			127 000,00	225 000,00	225 000,00	10 000,00	90 000,00				677 000,00
	BS 2015	*révision*				*-17 000,00*								
	BS 2015	révision				110 000,00	225 000,00	225 000,00	10 000,00	90 000,00				660 000,00
	DM2 2015	*révision*				*-5 000,00*								
	DM2 2015	révision				105 000,00	195 000,00	225 000,00	95 000,00	90 000,00				710 000,00
	BP 2016	révision				105 000,00	195 000,00	225 000,00	95 000,00	90 000,00				710 000,00
	CA2015	révision				91 083,40	195 000,00	225 000,00	95 000,00	103 916,60				710 000,00
	BS 2016	*révision*					*29 000,00*							
	BS 2016	révision				91 083,40	224 000,00	225 000,00	95 000,00	103 916,60				739 000,00
	DM2 2016	*révision*					*-13 000,00*							
	DM2 2016	révision				91 083,40	211 000,00	225 000,00	95 000,00	103 916,60				726 000,00
	BP 2017	révision				91 083,40	211 000,00	336 000,00	95 000,00	90 000,00				823 083,40
	DM12017	révision						*29 000,00*						
	DM1 2017	révision				91 083,40	211 000,00	365 000,00	95 000,00	90 000,00				852 083,40
	CA 2016	révision				91 083,40	171 647,00	365 000,00	95 000,00	90 000,00	39 353,00			852 083,40
	BS 2017	*révision*						*1 095,00*						
	BS 2017	révision				91 083,40	171 647,00	366 095,00	95 000,00	90 000,00	38 258,00			852 083,40
	DM2 2017	*Révision*						*-69 000,00*						
	DM2 2017	Révision				91 083,40	171 647,00	297 095,00	95 000,00	90 000,00	107 258,00			852 083,40
	DM3 2017	*Révision*						*1 095,00*						
	DM3 2017	révision				91 083,40	171 647,00	298 190,00	95 000,00	90 000,00	107 258,00			853 178,40
	BP 2018	Révision				91 083,40	171 647,00	298 190,00	192 000,00	10 000,00	90 000,00			852 920,40
	CA2017	Révision				91 083,40	171 647,00	275 907,74	192 000,00	10 000,00	112 282,26			852 920,40
	BS 2018	*révision*							*367 700,00*					
	BS 2018	révision				91 083,40	171 647,00	275 907,74	559 700,00	10 000,00	112 282,26			1 220 620,40
	DM2 2018	*Révision*							*-83 000,00*					
	DM2 2018	Révision				91 083,40	171 647,00	275 907,74	476 700,00	10 000,00	195 282,26			1 220 620,40
	BP 2019	Révision				91 083,40	171 647,00	275 907,74	476 700,00	328 000,00	90 000,00			1 433 338,14
	CA 2018	révision				91 083,40	171 647,00	275 907,74	462 234,75	328 000,00	104 465,25			1 433 338,14
	DM3 2019	*Révision*								*-40 000,00*				
	DM3 2019	Révision				91 083,40	171 647,00	275 907,74	462 234,75	288 000,00	144 465,25			1 433 338,14
	BP 2020	révision				91 083,40	171 647,00	275 907,74	462 234,75	248 000,00	294 600,00			**1 543 472,89**
N°2015/03	Programmes voirie	089												
	BP2015	création	1 340 000,00			190 000,00	230 000,00	230 000,00	230 000,00	230 000,00	230 000,00			1 340 000,00
	BS 2015	*révision*				*-46 000,00*								
	BS 2015	révision				144 000,00	230 000,00	230 000,00	230 000,00	230 000,00	230 000,00			1 294 000,00

AUTORISATIONS DE PROGRAMME				CREDITS DE PAIEMENT									
N° AP	INTITULE	N° OPERAT	MONTANT	2009 à 2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	TOTAL
	DM2 2015	*révision*				*-17 000,00*								
	DM2 2015	révision				127 000,00	305 000,00	235 000,00	235 000,00	235 000,00	246 000,00			1 383 000,00
	BP 2016	révision				127 000,00	245 000,00	235 000,00	235 000,00	235 000,00	222 000,00			1 299 000,00
	CA2015	révision				121 752,60	245 000,00	235 000,00	235 000,00	235 000,00	227 247,40			1 299 000,00
	BS 2016	*révision*					*36 000,00*							
	BS 2016	révision				121 752,60	281 000,00	235 000,00	235 000,00	235 000,00	227 247,40			1 335 000,00
	DM2 2016	*révision*					*-120 600,00*							
	DM2 2016	révision				121 752,60	160 400,00	355 600,00	235 000,00	235 000,00	227 247,40			1 335 000,00
	BP 2017	révision				121 752,60	160 400,00	258 000,00	235 000,00	235 000,00	216 866,00			1 227 018,60
	CA 2016	révision				121 752,60	132 860,59	258 000,00	235 000,00	235 000,00	244 405,41			1 227 018,60
	BS 2017	*révision*						*16 915,29*						
	BS 2017	révision				121 752,60	132 860,59	274 915,29	235 000,00	235 000,00	244 327,41			1 243 855,89
	DM2 2017	*Révision*				121 752,60	132 860,59	*-176 000,00*						
	DM2 2017	Révision				121 752,60	132 860,59	98 915,29	411 000,00	235 000,00	244 327,41			1 243 855,89
	DM3 2017	*Révision*						*78,00*						
	DM3 2017	révision				121 752,60	132 860,59	98 993,29	411 000,00	235 000,00	244 327,41			1 243 933,89
	DM5 2017	*révision*						*7 000,00*						
	DM5 2017	révision				121 752,60	132 860,59	105 993,29	411 000,00	235 000,00	237 327,41			1 243 933,89
	BP 2018	Révision				121 752,60	132 860,59	105 993,29	392 000,00	235 000,00	216 866,00			1 204 472,48
	CA2017					121 752,60	132 860,59	105 322,02	392 000,00	235 000,00	217 537,27			1 204 472,48
	BS 2018	*révision*							*30 663,00*					
	BS 2018	révision				121 752,60	132 860,59	105 322,02	422 663,00	235 000,00	217 537,27			1 235 135,48
	DM2 2018	*Révision*							*-2 318,00*					
	DM2 2018	Révision				121 752,60	132 860,59	105 322,02	420 345,00	235 000,00	219 855,27			1 235 135,48
	BP 2019	Révision				121 752,60	132 860,59	105 322,02	420 345,00	300 000,00	216 866,00			1 297 146,21
	CA 2018	révision				121 752,60	132 860,59	105 322,02	400 252,51	300 000,00	236 958,49			1 297 146,21
	BS 2019	*révision*								27 000,00				
	BS 2019	révision				121 752,60	132 860,59	105 322,02	400 252,51	327 000,00	209 958,49			1 297 146,21
	DM3 2019	*Révision*								*-70 000,00*				
	DM3 2019	Révision				121 752,60	132 860,59	105 322,02	400 252,51	257 000,00	279 958,49			1 297 146,21
	BP 2020	révision				121 752,60	132 860,59	105 322,02	400 252,51	257 000,00	350 000,00			**1 367 187,72**
	MBC 2016-2020	[illegible]095												
	BP 2016	révision					60 000,00							60 000,00
	DM2 2016	*révision*					*12 000,00*							
	DM2 2016	révision					72 000,00							72 000,00
	BP 2017	révision					*72 000,00*	60 000,00						132 000,00
	CA 2016	révision					71 994,48	60 000,00	5,52					132 000,00
	DM2 2017	*Révision*						*12 000,00*						
	DM2 2017	Révision					71 994,48	72 000,00						143 994,48
	BP 2018	Révision					71 994,48	72 000,00	60 000,00					203 994,48
	CA2017	Révision					71 994,48	71 858,80	60 000,00	141,20				203 994,48
	BS 2018	*révision*							*17 000,00*					
	BS 2018	révision					71 994,48	71 858,80	77 000,00	141,20				220 994,48
	BP 2019	révision					71 994,48	71 858,80	77 000,00	66 000,00				286 853,28
	CA 2018	révision					71 994,48	71 858,80	76 316,72	66 000,00	683,28			286 853,28
	BS 2019	*révision*								14 000,00				
	BS 2019	révision					71 994,48	71 858,80	76 316,72	80 000,00	683,28			300 853,28
	Total MBC 2016-2020						71 994,48	71 858,80	76 316,72	80 000,00				**300 170,00**
	MBC 2020-2023	101												
	BP 2020										100 000,00			**100 000,00**
														1 767 357,72

AUTORISATIONS DE PROGRAMME				CREDITS DE PAIEMENT									
N° AP	INTITULE	N° OPERAT	MONTANT	2009 à 2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	TOTAL
N°2015/04	Mise en sécurité voies Accessibilité Cheminements doux	090												
	BP2015	création	300 000,00			50 000,00	50 000,00	50 000,00	50 000,00	50 000,00	50 000,00			300 000,00
	BS 2015	*révision*				*-5 000,00*								
	BS 2015	révision				45 000,00	50 000,00	50 000,00	50 000,00	50 000,00	50 000,00			295 000,00
	BP 2016	révision				45 000,00	15 000,00	15 000,00	15 000,00	15 000,00	15 000,00			120 000,00
	CA2015	révision				39 486,00	15 000,00	15 000,00	15 000,00	15 000,00	20 514,00			120 000,00
	BP 2017	révision				39 486,00	15 000,00	30 000,00	15 000,00	15 000,00	5 514,00			120 000,00
	CA 2016	révision				39 486,00	14 281,50	30 000,00	15 000,00	15 000,00	6 232,50			120 000,00
	BP 2018	Révision				39 486,00	14 281,50	30 000,00	15 000,00	15 000,00	5 514,00			119 281,50
	CA2017	Révision				39 486,00	14 281,50	22 077,00	15 000,00	15 000,00	13 437,00			119 281,50
	BP 2019	révision				39 486,00	14 281,50	22 077,00	15 000,00	15 000,00	5 514,00			111 358,50
	CA 2018	révision				39 486,00	14 281,50	22 077,00	6 465,00	15 000,00	14 049,00			111 358,50
	BS 2019	*révision*								*8 500,00*				
	BS 2019	révision				39 486,00	14 281,50	22 077,00	6 465,00	23 500,00	5 549,00			111 358,50
	DM3 2019	*Révision*								*-8 500,00*				
	DM3 2019	Révision				39 486,00	14 281,50	22 077,00	6 465,00	15 000,00	14 049,00			111 358,50
	BP 2020	révision				39 486,00	14 281,50	22 077,00	6 465,00	15 000,00	15 000,00			**112 309,50**
N°2015/05	Acquisitions foncières	093												
	BP2015	création	600 000,00			265 200,00	65 000,00	65 000,00	65 000,00	65 000,00	74 800,00			600 000,00
	BS 2015	*révision*				*-33 200,00*								
	BS 2015	révision				232 000,00	65 000,00	65 000,00	65 000,00	65 000,00	74 800,00			566 800,00
	DM2 2015	*révision*				*14 500,00*								
	DM2 2015	révision				246 500,00	170 000,00	45 000,00	45 000,00	45 000,00	48 500,00			600 000,00
	BP 2016	révision				246 500,00	170 000,00	45 000,00	45 000,00	45 000,00	48 500,00			600 000,00
	CA2015	révision				205 650,27	170 000,00	45 000,00	45 000,00	45 000,00	89 349,73			600 000,00
	BS 2016	*révision*					*12 000,00*							
	BS 2016	révision				205 650,27	182 000,00	45 000,00	45 000,00	45 000,00	89 349,73			612 000,00
	DM2 2016	*révision*					*20 000,00*							
	DM2 2016	révision				205 650,27	202 000,00	45 000,00	45 000,00	45 000,00	69 349,73			612 000,00
	BP 2017	révision				205 650,27	202 000,00	400 000,00	200 000,00	200 000,00	130 000,00			1 337 650,27
	CA 2016	révision				205 650,27	200 853,17	400 000,00	200 000,00	200 000,00	131 146,83			1 337 650,27
	BS 2017	*révision*						*300 000,00*						
	BS 2017	révision				205 650,27	200 853,17	700 000,00	200 000,00	200 000,00	131 146,83			1 637 650,27
	DM2 2017	*Révision*						*-320 000,00*						
	DM2 2017	Révision				205 650,27	200 853,17	380 000,00	400 000,00	300 000,00	151 146,83			1 637 650,27
	DM4 2017	Révision						*185 000,00*						
	DM4 2017	Révision				205 650,27	200 853,17	565 000,00	400 000,00	300 000,00	151 146,83			1 822 650,27
	BP 2018	Révision				205 650,27	200 853,17	565 000,00	674 300,00	200 000,00	139 197,00			1 985 000,44
	CA2017	Révision				205 650,27	200 853,17	542 974,60	674 300,00	200 000,00	161 222,40			1 985 000,44
	BS 2018	*révision*							*89 120,00*					
	BS 2018	révision				205 650,27	200 853,17	542 974,60	763 420,00	200 000,00	161 222,40			2 074 120,44
	BP 2019	révision				205 650,27	200 853,17	542 974,60	763 420,00	38 900,00	248 202,00			2 000 000,04
	CA 2018	révision				205 650,27	200 853,17	542 974,60	729 441,85	38 900,00	282 180,15			2 000 000,04
	BS 2019	*révision*								*-2 200,00*				
	BS 2019	révision				205 650,27	200 853,17	542 974,60	729 441,85	36 700,00	284 380,15			2 000 000,04
	BP 2020	révision				205 650,27	200 853,17	542 974,60	729 441,85	36 700,00	376 500,00			**2 092 119,89**

23

AUTORISATIONS DE PROGRAMME				CREDITS DE PAIEMENT										
N° AP	INTITULE	N° OPERAT	MONTANT	2009 à 2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	TOTAL
N°2016/01	Accessibilité AD'AP	096												
	BP 2016	Création	200 000,00				40 000,00	40 000,00	40 000,00	40 000,00	40 000,00			200 000,00
	DM2 2016	*révision*					*3 000,00*							
	DM2 2016	révision					43 000,00	40 000,00	40 000,00	40 000,00	37 000,00			200 000,00
	BP 2017	révision					43 000,00	15 000,00	40 000,00	40 000,00	40 000,00			178 000,00
	CA 2016	révision					31 692,00	15 000,00	40 000,00	40 000,00	51 308,00			178 000,00
	BS 2017	*révision*						*3 512,00*						
	BS 2017	révision					31 692,00	18 512,00	40 000,00	40 000,00	47 796,00			178 000,00
	DM2 2017	*Révision*						*-10 000,00*						
	DM2 2017	Révision					31 692,00	8 512,00	40 000,00	40 000,00	47 796,00			168 000,00
	DM3 2017	*Révision*						*3 512,00*						
	DM3 2017	révision					31 692,00	12 024,00	40 000,00	40 000,00	47 796,00			171 512,00
	BP 2018	Révision					31 692,00	12 024,00	10 000,00	40 000,00	40 000,00			133 716,00
	CA2017	Révision					31 692,00	4 777,54	10 000,00	40 000,00	47 246,46			133 716,00
	DM2 2018	*Révision*							*4 000,00*					
	DM2 2018	Révision					31 692,00	4 777,54	14 000,00	40 000,00	43 246,46			133 716,00
	BP 2019	révision					31 692,00	4 777,54	14 000,00	10 000,00	40 000,00			100 469,54
	CA 2018	révision					31 692,00	4 777,54	7 916,45	10 000,00	46 083,55			100 469,54
	DM3 2019	*Révision*								*15 000,00*				
	DM3 2019	révision					31 692,00	4 777,54	7 916,45	25 000,00	31 083,55			100 469,54
	BP 2020	révision					31 692,00	4 777,54	7 916,45	25 000,00	41 000,00			**110 385,99**
N°2017/01	Salle multifonctions	097												
	BP 2017	Création	100 000,00					100 000,00	600 000,00	500 000,00				1 200 000,00
	DM2 2017	*Révision*						*-55 000,00*						
	DM2 2017	Révision						45 000,00	565 000,00	590 000,00				1 200 000,00
	BP 2018	Révision						45 000,00	572 000,00	583 000,00				1 200 000,00
	CA2017	Révision						37 036,85	572 000,00	583 000,00	7 963,15			1 200 000,00
	DM2 2018	*Révision*							*-60 000,00*					
	DM2 2018	Révision						37 036,85	512 000,00	583 000,00	67 963,15			1 200 000,00
	BP 2019	révision						37 036,85	512 000,00	645 500,00				1 194 536,85
	CA 2018	révision						37 036,85	349 314,12	645 500,00	162 685,88			1 194 536,85
	BS 2019	*révision*								90 000,00				
	BS 2019	révision						37 036,85	349 314,12	735 500,00	72 685,88			1 194 536,85
	BP 2020	révision						37 036,85	349 314,12	735 500,00				**1 121 850,97**

24

AUTORISATIONS DE PROGRAMME				CREDITS DE PAIEMENT										
N° AP	INTITULE	N° OPERAT	MONTANT	2009 à 2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	TOTAL
N°2017/02	Auditorium	098												
	BP 2017	Création	100 000,00					100 000,00	1 500 000,00	400 000,00				2 000 000,00
	DM2 2017	*Révision*						*-65 000,00*						
	DM2 2017	Révision						35 000,00	100 000,00	865 000,00	1 000 000,00			2 000 000,00
	BP 2018	Révision						35 000,00	100 000,00	1 200 000,00	1 165 000,00			2 500 000,00
	CA2017	Révision						30 697,05	100 000,00	1 200 000,00	1 169 302,95			2 500 000,00
	DM2 2018	*Révision*							*70 000,00*					
	DM2 2018	Révision						30 697,05	170 000,00	1 200 000,00	1 099 302,95			2 500 000,00
	BP 2019	révision						30 697,05	170 000,00	1 000 000,00	1 365 000,00			2 565 697,05
	CA 2018	révision						30 697,05	66 430,25	1 000 000,00	1 468 569,75			**2 565 697,05**
	DM3 2019	*Révision*								-550 000,00				
	DM3 2019	révision						30 697,05	66 430,25	450 000,00	2 252 872,70			2 800 000,00
	BP 2020	révision						30 697,05	66 430,25	450 000,00	1 850 000,00	402 873,00		**2 800 000,30**
N°2017/03	Aménagement RD45	099												
	DM1 2017	Création	1 800 000,00					100 000,00	950 000,00	750 000,00				1 800 000,00
	DM2 2017	*Révision*						*-55 000,00*						
	DM2 2017	Révision						45 000,00	950 000,00	805 000,00				1 800 000,00
	BP 2018	Révision						45 000,00	950 000,00	805 000,00				1 800 000,00
	CA2017	Révision						18 735,89	950 000,00	805 000,00	26 264,11			1 800 000,00
	BS 2018	*révision*							*-660 000,00*					
	BS 2018	révision						18 735,89	290 000,00	805 000,00	686 264,11			1 800 000,00
	DM2 2018	*Révision*							*-128 000,00*					
	DM2 2018	Révision						18 735,89	162 000,00	805 000,00	814 264,11			1 800 000,00
	BP 2019	révision						18 735,89	162 000,00	1 422 000,00	597 264,11			2 200 000,00
	DMAP01 2019	révision						18 735,89	162 000,00	1 422 000,00	897 264,11			2 500 000,00
	CA 2018	révision						18 735,89	40 278,66	1 422 000,00	1 018 985,45			**2 500 000,00**
	BP 2020	révision						18 735,89	40 278,66	1 422 000,00	700 000,00	318 985,00		**2 499 999,55**

AP 2009/03 : sans le compte 4581 qui est affiché dans le PPI
AP 2011/01 : à c/2012 : Réhab. Terrains et salles de sports (de 2009 à 2011 : réhab. Salle des sports)
AP 2012/03 : avant 2012 op 049 (hors AP)
AP2015/03 : àc/2016 programme de voirie + MBC voirie

25

BUDGET PREVISIONNEL 2020 – VILLE DE PLOUFRAGAN

RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE – DEPENSES DE PERSONNEL

1 – Les dépenses de personnel et leur évolution

Répartition des éléments de rémunération – ***agents titulaires*** (BP 2020)

Traitement brut	Régime indemnitaire	NBI	Heures supplémentaires	Autres primes et indemnités	Avantages en nature
3 698 000	411 500	20 500	0	284 000	26 000
part de la masse salariale en %					
48.3%	5,4%	0,3%	0	3,7%	0,3%

répartition des éléments de rémunération – ***agents non titulaires*** (BP 2020)

Traitement brut	Régime indemnitaire	NBI	Heures supplémentaires	Autres primes et indemnités	Avantages en nature
475 500	45 500	0	0	82 000	4 000
part de la masse salariale en %					
6.2%	0,6%	0	0	1.1%	0,05%

L'évolution de la masse salariale entre le budget prévisionnel 2019 et celui de 2020 est marquée par une légère baisse : passage de 7 658 800 € à 7 651 800 € soit – 0.09 %.

Plusieurs éléments ont eu un effet sur le montant des dépenses de personnel :

- l'évolution des effectifs

Les mouvements de personnel titulaire (rapport entre les arrivées et les départs) génèrent une baisse de 89 000 € du traitement indiciaire brut des agents. Parallèlement, les variations de temps de travail de certains agents représentent une baisse de 5 000 €.

L'actualisation des montants affectés aux primes et indemnités (indemnité compensatrice CSG, prime annuelle, régime indemnitaire et autres indemnités) représente une baisse de 3 000 €.

Enfin, le montant du supplément familial de traitement des agents (lié au nombre d'enfants) devrait diminuer de 4 000 €.

La rémunération brute globale des agents non titulaires (y compris primes et indemnités mais hors SFT et indemnité de congés payés) augmente de 59 000 €. Cette évolution s'explique de la façon suivante :

La masse salariale des agents non titulaires affectés aux remplacements et centres d'été du service jeunesse éducation baisse de 18 600 €

Les mouvements de personnel (arrivées / départs) génèrent une augmentation de 67 000 €.

L'actualisation des montants affectés aux primes et indemnités (régime indemnitaire, prime annuelle...) par rapport à l'effectif prévisionnel, représente une augmentation de 10 600 €.

Le montant de l'indemnité de congés payés versée aux agents devrait diminuer de 6 000 €.

Enfin, la somme prévisionnelle dédiée aux interventions extérieures (intervenants en musique, indemnisation élections et personnel de remplacement du centre de gestion) baisse de 20 000 €.

- L'évolution des carrières et de la valeur du point d'indice

L'impact des avancements d'échelons et avancements de grades intervenus en 2019 (et ayant un impact en année pleine pour 2020) et prévus pour l'année 2020 est évalué à 54 200 €.

- l'accord sur la modernisation des parcours professionnels, des carrières et des rémunérations (accord « PPCR »)

Ce dispositif permanent, progressivement mis en œuvre depuis 1er janvier 2016, impacte directement la masse salariale, puisqu'il prévoit notamment des revalorisations régulières des grilles indiciaires, accompagnées d'une mesure d'abattement sur les primes et indemnités.
L'objectif est d'intégrer progressivement une partie des primes dans le traitement indiciaire des fonctionnaires pour augmenter l'assiette des cotisations retraite.

Le surcoût lié aux reclassements indiciaires prévus pour 2020 représentera une somme qui devrait s'élever à 7 800 €

- l'évolution des cotisations patronales

L'évolution des cotisations patronales (URSSAF, retraite, Pôle Emploi, CDG / CNFPT) s'aligne sur celle des rémunérations brutes mais est également impactée par une légère baisse des taux de cotisations (URSSAF non titulaires et Pôle Emploi). Le montant de ces cotisations baisse, en prévision pour 2020, de 1 000 €.

Le montant de la cotisation versée au titre de l'assurance statutaire devrait également baissé de 5 000 €.

2 – Structure de l'effectif

L'effectif de la ville de Ploufragan se composait de 201 agents tous statuts confondus au 31 décembre 2018 : 161 agents titulaires et 40 agents non titulaires.

Les agents titulaires se répartissent de la façon suivante dans les différentes filières : 50% occupent un emploi de la filière technique, 18% de la filière administrative, 15% de la filière animation, 11% de la filière culturelle, 4% de la filière sociale, 1% de la filière sécurité et 1% de la filière sportive.
Ils sont représentés à hauteur de 75% dans la catégorie C, 19% dans la catégorie B et 6% dans la catégorie A.

3 – Le temps de travail

Les services de la Ville de Ploufragan fonctionnent sur une base de 1 547 heures annualisées. Les

cycles de travail peuvent être les suivants :

- 35 h sur 5 jours
- 37 h sur 5 jours avec 12 jours de RTT à l'année
- 35 h sur 4,5 jours...

Les cycles de travail et plannings des services ont été construits de façon à répondre aux besoins du service, notamment en terme d'accueil des usagers.

4 – Les orientations 2020

Chaque départ définitif de la collectivité fait l'objet d'une analyse fine afin de déterminer les actions à mener : remplacements, transformation pour s'adapter à l'évolution des missions, modifications de l'organisation des services ou suppression du poste.

En 2019 et compte tenu de l'évolution des finances de la collectivité et des besoins des services, plusieurs postes ont été ouverts au recrutement.

En ce qui concerne les remplacements, chaque situation continuera également à être étudiée dans le détail afin de mettre en œuvre le dispositif le plus efficace (remplacement, répartition d'une partie de la charge de travail...) et de garantir un service de qualité aux usagers.

Malgré ces importantes contraintes financières et l'impact des évolutions statutaires (PPCR), les efforts de la collectivité en matière d'avancements de grades, d'avancements d'échelons, de promotions internes ou de nominations d'agents non titulaires et de lauréats de concours ont été maintenus et se poursuivront en 2020.

ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2020
CHARGES DE PERSONNEL

Budget RH		
Chapitre 012		
	BP 2019	7 658 800,00
	BP 2020	7 651 800,00
		- 7 000
Variations impactant les rémunérations des agents titulaires	variation du temps de travail (modification temps partiel et augmentation de DHS)	- 5 000
	mouvements de personnel (rapport arrivées / départs	- 89 000
	avancements de grades, avancements d'échelons	+ 4 500
	impact avancements (grades et échelons) 2019 (année pleine)	+ 49 700
	revalorisations grilles indiciaires 2020 (PPCR)	+ 7 800
	variation du montant du supplément familial	- 4 000
	variation du montant des primes et indemnités	- 3 000
Variations impactant les rémunérations des agents non titulaires	actualisation du montant des primes et indemnités (régie indemnitaire, prime annuelle, indemnités de congés payés...) par rapport à l'effectif prévisionnel	+ 4 600
	mouvements de personnel (rapport arrivées / départs et notamment fin des contrats d'avenir)	+ 67 000
	personnel de remplacement + centres aérés service jeunesse éducation (réactualisation par rapport aux besoins)	- 18 600
Impact des augmentations ci-dessus sur les charges patronales	URSSAF	+ 9 500
	CNRACL / IRCANTEC	- 9 000
	versement transport	+ 600
	ASSEDIC	+ 500
	cotisations CDG / CNFPT	+ 400
	cotisations médecine du travail	0
	cotisations URSSAF solidarité	0
Assurance statutaire	cotisation assurance du personnel (congés maladie)	- 5 000
Participation mutuelle		0
Cotisation CNAS (action sociale)		+ 2 000
Personnel extérieur		- 20 000
		-7 000

ratios de charges de personnel

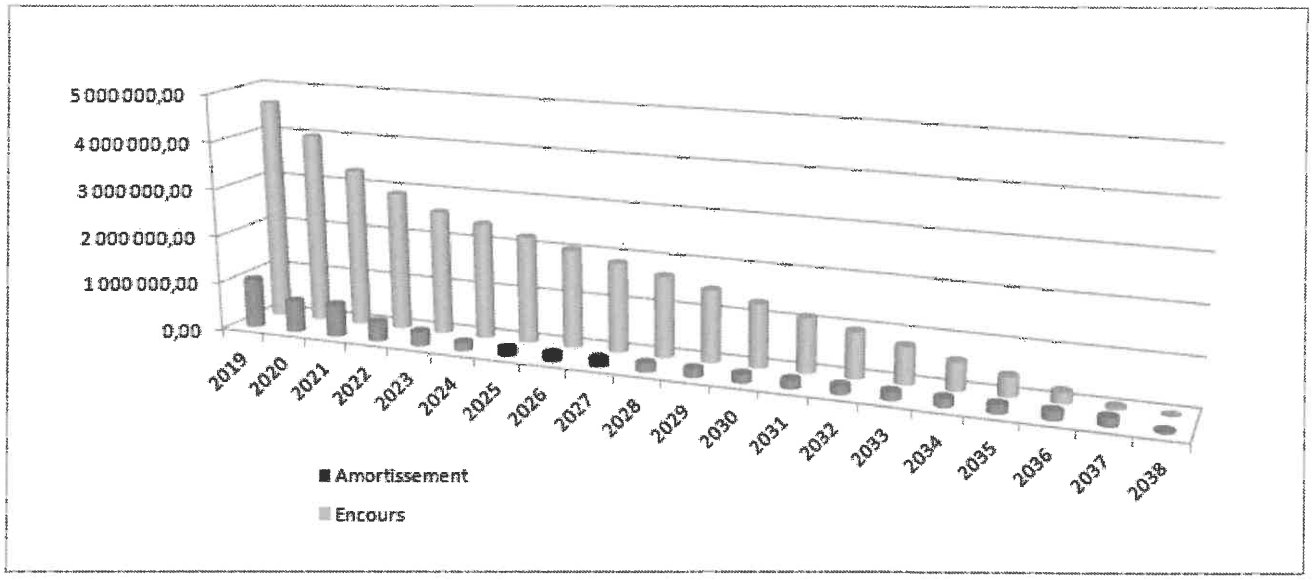
	BP 2020	BP 2019	BP 2018
	Ploufragan	Ploufragan	Strate
charges de personnel =	**7 651 800 = 650**	**655**	**661**
population	**11 768**		

LA GESTION DE LA DETTE

1 – La gestion de la dette :

➢L'évolution de l'encours de dette au BP
Tableau en annexe 2

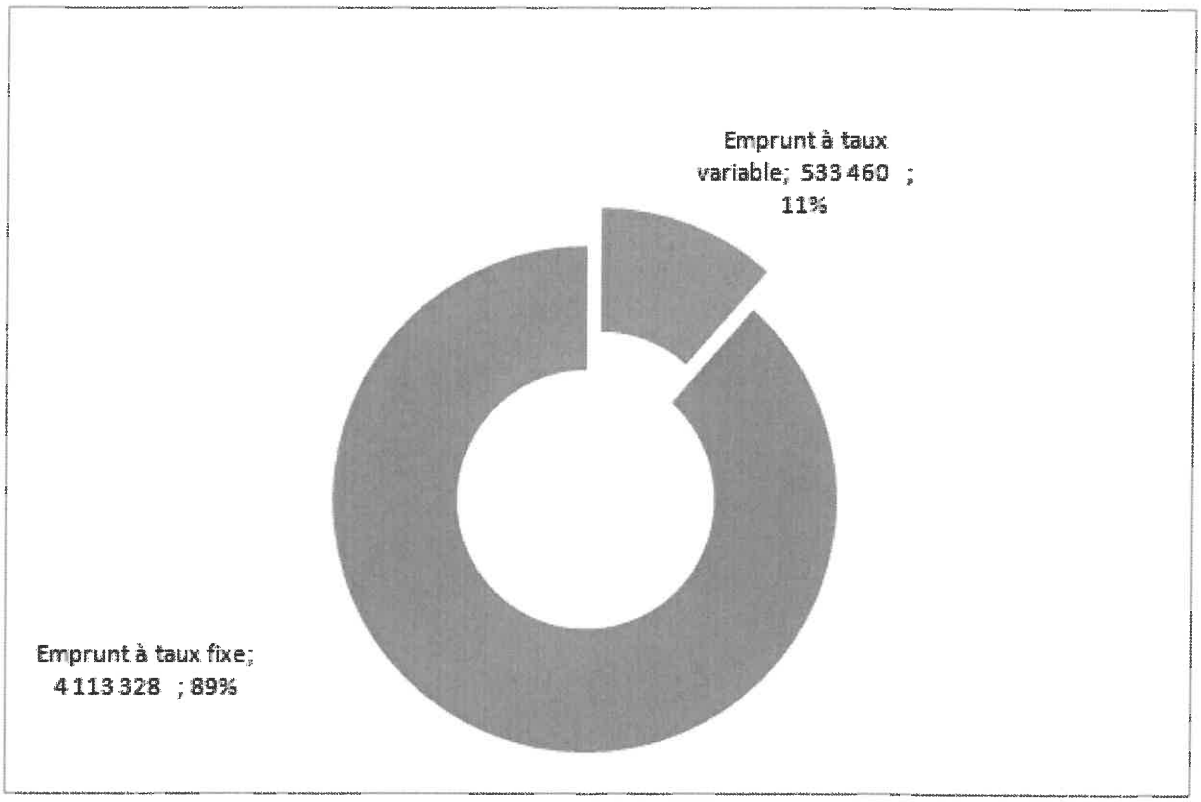
➢Extinction de la dette



➢Ratios

		PLOUFRAGAN	STRATE
Encours de dette	31/12/2015	384,6	944,0
Population	31/12/2016	315,9	918,0
	31/12/2017	254,3	881,0
	31/12/2018	486,0	
Annuité de dette	31/12/2015	79,9	124,0
Population	31/12/2016	76,7	134,0
	31/12/2017	77,0	117,0
	31/12/2018	99,8	

➢Répartition de l'encours de la dette par type de taux



➢La gestion du risque

Situation au 01/01/2020

	Risque d'indices sous-jacents Risque d'indices sous-jacents			Risque de structures Risque de structures	
	Encours en €	Encours en %		Encours en €	Encours en %
Niv. 1	4 646 787,69	100,00	Niv. A	4 646 787,69	100,00
Niv. 2	-	-	Niv. B	-	-
Niv. 3	-	-	Niv. C	-	-
Niv. 4	-	-	Niv. D	-	-
Niv. 5	-	-	Niv. E	-	-
Niv. 6	-	-	Niv. F	-	-
Total	4 646 787,69	100,00	Total	4 646 787,69	100,00

Copyright © Salvia Développement (Financements 17.1.4)

La typologie Gissler permet de présenter la ventilation de l'encours en fonction de son exposition au risque selon deux dimensions : la nature des indices classés de 1 à 6 (6 correspondant au plus risqué) qui juge de la volatilité des indexations et la structure de l'emprunt de A à F (F correspondant aux structures avec un fort potentiel d'effet de levier, risqué)

→ La dette de la ville présente un profil équilibré avec 100% sécurisé dont 89% à taux fixe et 11% à taux variable.

LES GRANDS EQUILIBRES FINANCIERS

La forte diminution des dotations est venue impacter les grands équilibres budgétaires. Face à la baisse annoncée de la dotation forfaitaire de 2014 à 2017 puis à la poursuite de son écrêtement, à l'érosion des compensations ainsi qu'au peu de dynamisme de l'évolution physique de nos bases fiscales et à une faible actualisation des bases liée à une faible inflation, nos recettes ont baissé en 2015, stagné en 2016, baissé en 2017, stagné en 2018 évolue un peu en 2019 et sont estimées en hausse en 2020, alors que l'inflation repart (à 1.9% en 2018 et estimation à 1.2% en 2019 et 1.3% en 2020). Cela nous amène à rester prudent et continuer à surveiller nos dépenses de fonctionnement pour préserver une capacité d'investissement tout en gardant des finances saines.

1. L'épargne disponible

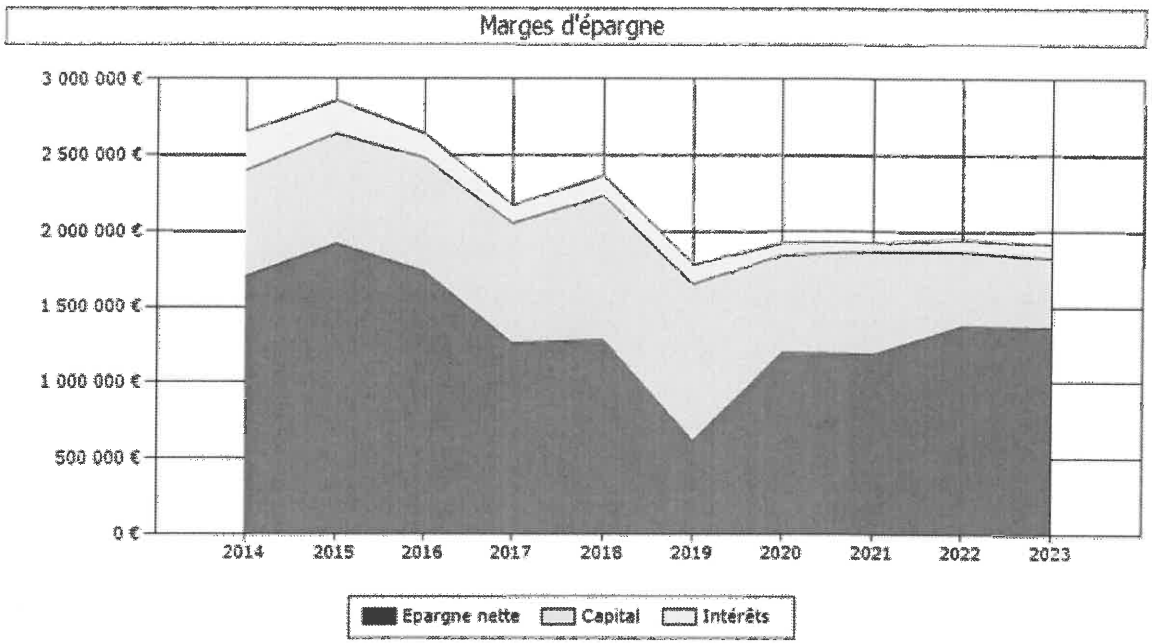
L'épargne nette est la traduction de la marge existante entre les recettes réelles de fonctionnement et les dépenses réelles de fonctionnement, une fois l'annuité payée. Elle constitue la part d'autofinancement qui peut être affectée au financement des investissements.
L' amélioration de l'épargne nette permet de diminuer voire de ne pas recourir a l'emprunt l'année suivante.

Sur la période considérée, malgré la moindre dynamique de recettes en raison de la baisse de la DGF avec un effort de maitrise des dépenses va se traduire par une épargne nette positive en dents de scie sur la période 2014-2020 en lien avec la fin de 2 emprunts. En 2019, un emprunt s'est terminé (BFT1) et l'emprunt nouveau Caisse d'Epargne de 2018 entre en année pleine en 2019 en annuité, ce qui explique le tassement de l'épargne nette qui repart un peu après 2021.
En 2021, l'emprunt BFT2 se termine.

CHAINE DE L'EPARGNE

€	2020	2021	2022	2023
Produits de fct. courant	13 703 233	13 872 241	14 061 620	14 208 094
- Charges de fct. courant	11 793 654	11 961 561	12 132 199	12 305 612
= EXCEDENT BRUT COURANT (EBC)	**1 909 579**	**1 910 679**	**1 929 421**	**1 902 482**
+ Solde exceptionnel large	**15 982**	**15 742**	**15 499**	**15 254**
= Produits exceptionnels larges*	40 010	40 010	40 010	40 010
- Charges exceptionnelles larges*	24 028	24 268	24 511	24 756
= EPARGNE DE GESTION (EG)	**1 925 561**	**1 926 421**	**1 944 921**	**1 917 737**
- Intérêts	77 635	64 320	79 879	98 177
= EPARGNE BRUTE (EB)	**1 847 925**	**1 862 101**	**1 865 042**	**1 819 560**
- Capital	653 199	675 793	493 718	458 355
= EPARGNE NETTE (EN)	**1 194 727**	**1 186 308**	**1 371 324**	**1 361 205**

* y compris financiers hors intérêts (produits et charges) et provisions réelles (dotations et reprises)



2. Le financement prévisionnel du PPI 2014-2020

Autofinancement : 15 519 489€
Subventions & participations : 978 835€
Emprunt : 3 650 000€
A noter que le financement de ce PPI fera l'objet d'arbitrage dans le temps entre autofinancement et emprunt en fonction de l'avancement des projets et des marges de manœuvre possibles

.

3. L'équilibre financier à horizon 2020

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Evº Taux d'Imposition	0,0%	0,0%	0,0%	-1,2%	0,0%	0,0%	0,0%
Evºnominale Charges	3,1%	-2,5%	0,2%	2,7%	-0,6%	4,0%	0,1%
Epargne nette	1 705 701	1 919 320	1 729 776	1 262 519	1 276 216	615 188	1 194 727
Rec.Inv. hs Emprunt	1 143 155	518 530	517 887	1 158 664	349 292	926 700	1 372 122
Var Excédent	629 191	806 481	326 500	-17 404	1 685 866	-3 640 838	-3 889 491
Dép Inv. hs Capital	2 219 665	1 631 369	1 921 163	2 438 587	3 589 641	5 182 726	6 456 340
Dép Inv. hs Dette	2 219 665	1 631 369	1 921 163	2 438 587	3 589 641	5 182 726	6 456 340
Emprunt	0	0	0	0	3 650 000	0	0
Variables de pilotage	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
EGC	5 141 920	5 948 401	6 274 901	6 257 496	7 943 363	4 302 525	413 034

La ville de Ploufragan avait encaissé un prêt en 2008 et a emprunté à nouveau en 2018. Concernant cette prospective, elle fera chaque année l'objet d'arbitrage entre autofinancement et emprunt en fonction de des choix politiques en matière d'investissement et de l'avancement des projets.

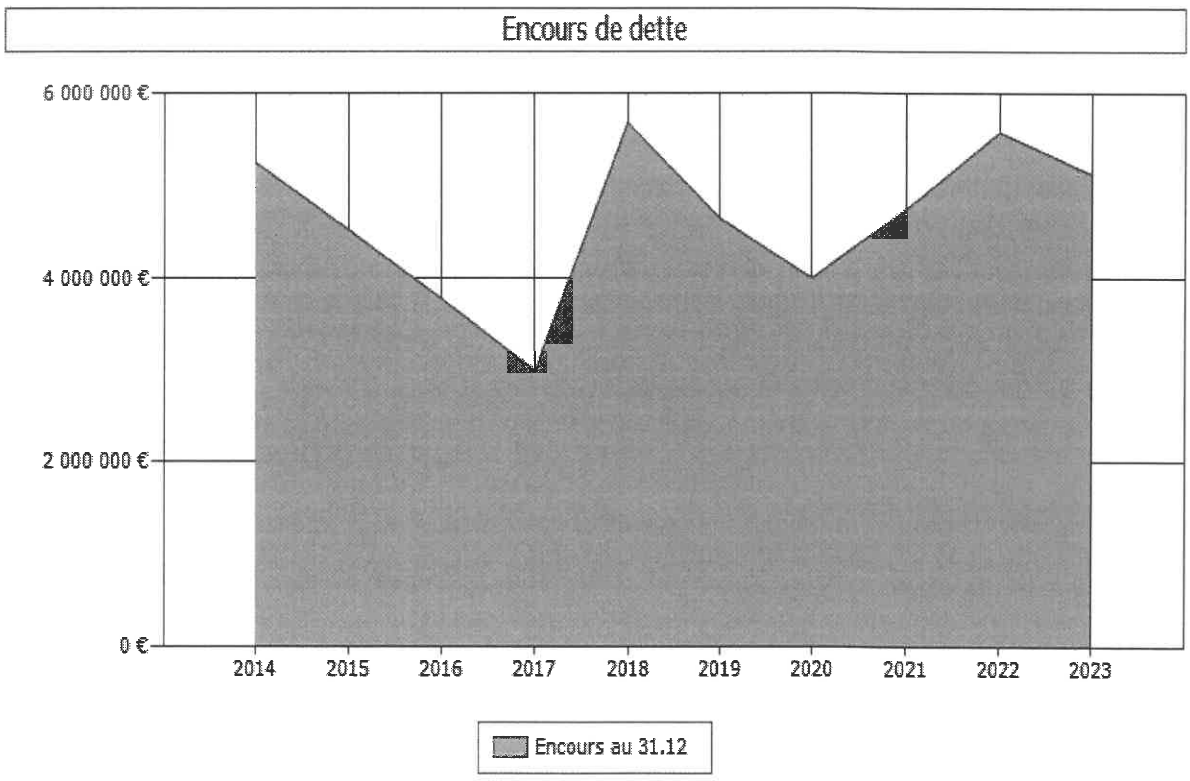
4. La capacité de désendettement

Encours et délai d'extinction de la dette

€	2020	2021	2022	2023
Encours au 31.12	3 997 262	4 744 650	5 581 235	5 122 880
Epargne brute	1 847 925	1 862 101	1 865 042	1 819 560
ENCOURS au 31/12 / EPARGNE BRUTE	**2,2**	**2,5**	**3,0**	**2,8**

La capacité de désendettement qui mesure le nombre d'année d'épargne nécessaire à rembourser la dette passerait de 2,2 ans en 2020 à 2,5 ans en 2021 bien en deçà du seuil d'alerte défini par les analystes financiers entre 10 et 12 ans pour les communes de notre strate démographique.

L'article 24 du projet de loi de programmation des finances publiques pour 2018-2022 fait évoluer la « règle d'or » des collectivités en y ajoutant un ratio d'endettement (encours de dette sur épargne brute afin de respecter l'objectif de réduction de la dette publique. Ce ratio prend en compte le budget principal et l'ensemble des budgets annexes et s'applique à partir de 2019. Il est défini en nombre d'années.
Pour chaque type de collectivités territoriales ou groupement, un plafond national de référence sera défini de la façon suivante :
-entre 11 et 13 années pour les communes de 10 000 habitants et plus ;



T.H. DEGREVEMENTS D'OFFICE ET EXONERATIONS

extrait du rôle général 2018

*( ) exercice 2017

Motif du dégrèvement ou de l'exonération	Nombre de bénéficiaires	
- Exonérations totales (veufs ou veuves < 60 ans, ou +60 ans, ou infirmes-invalides, ou titulaires de l'AAH s'ils ont des revenus modestes; titulaires de l'allocation de solidarité aux personnes âgées et de l'allocation supplémentaire d'invalidité)	713	(687)*
- Cotisations < 8€	36	(28)
- Dégrèvement gestionnaires de foyers	25	(10)
- Dégrèvement partiel selon le revenu fiscal de référence (RFR)		
* Plafonnement des cotisations à 3,44% du RFR (dégrèvement total)	238	(225)
* Plafonnement des cotisations à 3,44% du RFR (dégrèvement partiel)	2551	(2534)
TOTAL	3563	3484

Le nombre d'articles du rôle 2018 est de 5202 (5 124).

- 4 420 imposés (4 351)
- 713 exonérés (687)
- 67 résidences secondaires (86)

Dégrèvement : 2 850 foyers fiscaux, soit 54,8% bénéficient d'un dégrèvement (2 797) qui représente :

- 1 910 768 en produit (1 845 057)

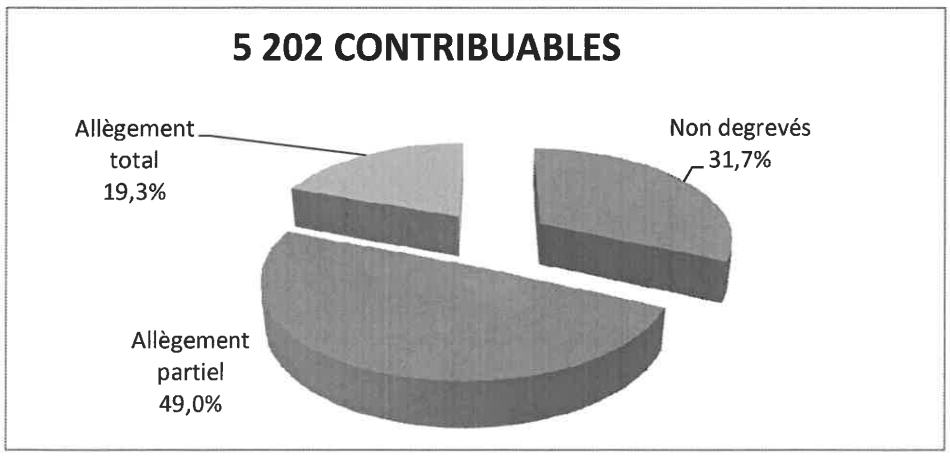
Exonération :713 foyers fiscaux, soit 13,7 % bénéficient d'une exonération totale (687) qui représente :

- 2 242 595 en bases nettes (2 102 929)
- 455 695 en produit (427 315)

Compensé à la commune en année n+1 au taux 1991 (20,32 %)

68,5% des foyers fiscaux bénéficient d'une mesure fiscale (68,0%).

Non dégrevés : 1 647 foyers fiscaux, soit 31,7% (1 640)



TAXE HABITATION

ABATTEMENTS (Extrait du rôle général 2018)

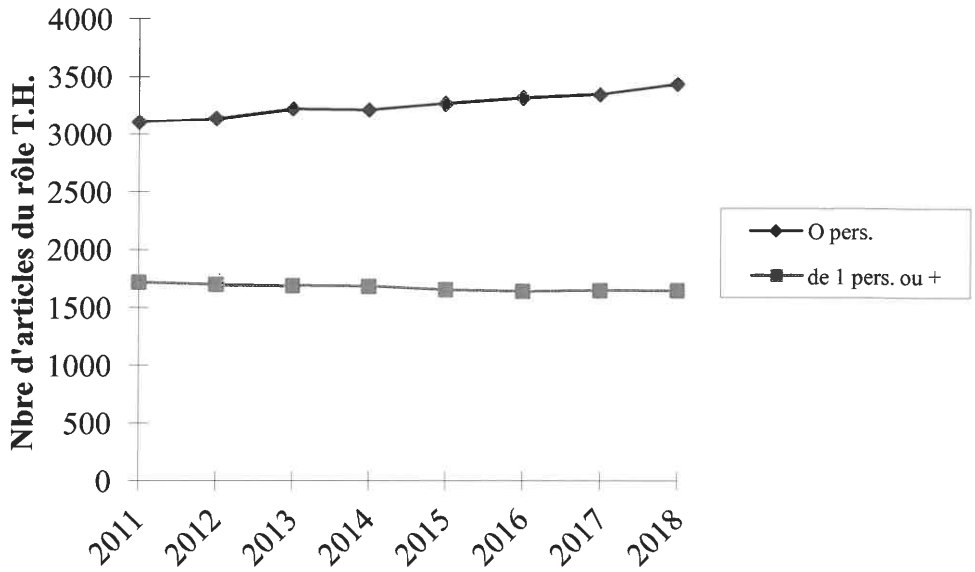
Décisions du Conseil Municipal du 24 juin 1985 ,12 septembre 1995, 26 juin 2002, 10 juin 2003
Valeur locative moyenne servant pour le calcul : 3 770 (3 728)

***( ) exercice 2017**

TYPE D'ABATTEMENT	POURCENTAGE D'ABATTEMENT	ABATT. MINI	NOMBRE DE FOYERS	TOTAL DES ABATTEMENTS (en bases)
Abattement général à la base.	0%	0%		
Abattement pour charges de famille				
* 1° personne à charge	15%	10%		
* 2° personne à charge	15%	10%	2 539 (2 535)	1 384 350
* 3° personne à charge	20%	15%		
* 4° personne à charge	20%	15%		
* à partir de la 5ème personne	20%	15%	444 (435)	314 976
Abattement spécial à la base	néant		560 (555)	-
Abattement spécial handicapé	néant		10 (10)	-

EVOLUTION DU NOMBRE D'ARTICLES DU ROLE DE TAXE D'HABITATION EN FONCTION DU NOMBRE DE PERSONNES A CHARGE

ANNEES NBRE DE PERSONNES A CHARGE	2013	2014	2015	2016	2017	2018
0	3 221	3 213	3 269	3 318	3 347	3 438
1	658	683	654	647	670	666
2	665	637	652	645	634	633
3	278	271	265	273	270	276
4	67	67	64	56	48	46
5 ou +	22	26	21	20	26	26
TOTAL	**4 911**	**4 897**	**4 925**	**4 959**	**4 995**	**5 085**



PLAN D'EXTINCTION DE LA DETTE AU B.P.

	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)
Année	**Encours BFT n°1 au 01/01**	**Annuités BFT n°1 (5,3M€)**	**Encours CFFL (ex DEXIA) au 01/01**	**Annuités CFFL (3,0M€)**	**Encours BFT n°2 au 01/01**	**Annuités BFT n° 2 (3,0M€)**	**Encours C. Epargne au 01/01**	**Annuités C. Epargne (3,650M€)**	**Encours total au 01/01**	**Annuités totales**	**dont capital**
2014	2 216 609	454 558	1 844 972	252 914	1 875 830	283 952			5 937 410	991 424	689 204
2015	1 882 745	499 914	1 689 171	252 224	1 676 290	242 631			5 248 206	994 769	719 962
2016	1 535 162	464 626	1 525 432	251 726	1 467 650	248 002			4 528 244	964 354	751 544
2017	1 173 857	458 313	1 353 352	250 737	1 246 339	253 383			3 773 548	962 433	785 506
2018	797 308	450 332	1 172 505	249 936	1 021 380	253 937		56 301	2 991 194	1 010 506	859 180
2019	407 039	437 000	982 445	249 094	782 860	261 602	3 513 125	222 803	5 685 469	1 170 499	1 035 009
2020	-	-	782 703	248 326	533 460	271 627	3 330 625	220 668	4 646 788	740 620	653 199

CFFL : Caisse Française de Financement Local
Emprunt Caisse d'Epargne de 3 650 000€ débutant en février 2018

Ratios :